

PARLEMENT PROVINCIAL.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du 18 juillet.

L'orateur prend le fauteuil à 11.10 heures a. m.

Après les affaires de routine ;

L'hon. M. BACHAND propose la seconde lecture du bill pour amender les actes relatifs au fonds consolidé des chemins de fer de cette province.

L'hon. M. CHURCH.—Il est d'usage parlementaire que le gouvernement donne les raisons pour lesquelles il croit de son devoir de proposer une législation quelconque. Dans ce cas-ci, comme dans la plupart des cas de ce genre qui se sont présentés dans le cours de cette session, le cabinet est resté muet et n'a pas donné à la chambre les explications qu'elle est en droit d'attendre. En face de ce silence étrange, j'avoue que je suis surpris. Cependant j'ai un devoir important à remplir et je le remplis avec ponctualité et comme doit le faire un membre indépendant de la chambre.

L'observateur qui étudiera nos statuts s'apercevra que la politique de cette province a traversé quatre phases différentes mais qui, néanmoins, tendent toutes vers le même but. Tout en étant aussi court que possible, avec la permission de cette chambre, je passerai en revue ces différentes époques de notre histoire politique.

Après que le nouveau système eût été définitivement établi, en 1867, le peuple, animé de brillantes espérances, se mit énergiquement à l'œuvre pour développer les ressources de cette province, augmenter la richesse nationale et faire régner partout l'aisance et la prospérité. Le gouvernement d'alors ressentit

naturellement le mouvement qui s'opérait au sein de la nation et sa politique, en accord avec les vœux du peuple, fit de nombreux efforts pour promouvoir les intérêts généraux de la province. Cependant, après quelques années, l'on vit que ces efforts sans manquer assurément de bous et de pratiques résultats, ne répondaient pas aux besoins de la province. Les projets ne manquaient pas, mais les ressources étant limitées, il fallait de toute nécessité procéder avec prudence et une extrême sagesse afin de ne pas faire une dépense qui dépassât les revenus.

Nos revenus déjà limités étaient étreints considérablement chaque année par les \$250,000 que le gouvernement fédéral retenait sur notre subside annuel afin de payer l'intérêt et le fonds d'amortissement sur le surplus de la dette. Nos finances ne permettaient donc pas d'engager la province dans une voie de dépenses considérables. Le besoin de communications rapides et faciles se faisait sentir vivement d'une extrémité à l'autre de la province, et, ne possédant pas les ressources suffisantes pour construire des voies ferrées, on adopta le plan des chemins à lisses, afin de répondre aux demandes, sans pour cela obérer le trésor provincial. Les essais de ce nouveau système ne répondirent pas à l'attente et l'on dut l'abandonner. Comme plusieurs milliers de piastres avaient été votés par la législature et dépenses pour la construction des chemins à lisses, il ne convenait pas que cet argent restât sans profit. Or il fallait continuer et mener à bonne fin les diverses entreprises commencées dans l'enthousiasme du moment. En 1873 le gouvernement fédéral prit à sa charge le surplus de la dette des provinces. Cet acte opéra pour

ainsi dire une révolution dans notre état financier et permit au gouvernement de donner aux compagnies des chemins à lisses des subsides plus élevés et de construire des voies ferrées. Jusque là, on n'avait donné que des octrois en terres, ce qui n'avait pas eu pour résultat de mettre les compagnies en état d'accomplir les travaux auxquels leur charte les astreignait. Aussi, à ces octrois de terre, on substitua des subsides en argent.

Les moyens dont pouvait disposer le gouvernement lui fit inaugurer une politique plus vaste et plus propre à développer les immenses ressources de notre territoire.

Cette politique avait pour but de mettre en communication par voies ferrées tous les principaux centres de la province avec les parties les plus reculées de notre territoire. Ce plan, conçu par des hommes qui avaient à cœur l'avancement et la prospérité de notre province, n'était pas, tant s'en faut, irréalisable avec les ressources dont nous disposions et nous avons une preuve de ce que peut faire un peuple qui veut marcher hardiment dans la voie du progrès, dans les travaux considérables de chemin de fer qui ont été exécutés dans cette province depuis quelques années. Afin de payer les subsides votés par cette législature aux différentes compagnies de chemin de fer le gouvernement contracta un premier emprunt de quatre millions de piastres. Le produit de cet emprunt fut également partagé entre diverses compagnies de voies ferrées de la rive Nord et de la rive Sud. Grâce à cette aide, les travaux furent poussés avec une nouvelle vigueur. Des progrès sensibles furent faits. Mais bientôt on se convainquit de nouveau que ces chemins de fer

si essentiels au développement de nos ressources, ne pouvaient être terminés sans une nouvelle aide de la part du gouvernement. Des représentations lui furent faites. L'état financier des compagnies de chemin de fer était embarrassé à un tel point qu'elles ne pouvaient continuer leurs travaux avec la perspective de les terminer. Il fallait donc que le gouvernement fit de nouveaux efforts pour surmonter ces chemins de fer qui étaient dans un embarras sérieux. Les subsides furent en conséquence augmentés.

En 1874-75, un million de piastres environ fut ajouté au montant des subsides antérieurs. Le gouvernement se trouvait donc à avoir donné en tout la somme de \$3,359,000, dont \$2,699,000 aux chemins de fer de la rive sud. La grande voie ferrée connue sous les noms de chemin de fer du Nord et chemin de fer de colonisation du Nord, malgré les subsides en argent et en octrois de terre qu'elle avait reçus des différents gouvernements, se vit dans l'impossibilité de continuer ses travaux. En 1875, les compagnies qui s'étaient chargées de la construction de ces chemins de fer déclarèrent être incapables de continuer davantage leurs opérations. A cette nouvelle, l'opinion publique s'émut et l'on demanda avec instance que la province se chargât de cette gigantesque entreprise. Il était évident qu'une nouvelle aide n'aurait pas permis à ces compagnies de faire progresser les travaux. Sous la pression de l'opinion publique qui se manifestait énergiquement par la voie de la presse d'un bout à l'autre du pays—sans excepter les organes du parti libéral—par les principaux citoyens de la province, et cédant aux instances des corporations des

villes de Québec, de Montréal et des autres municipalités qui avaient souscrit et avancé de l'argent aux compagnies dont je viens de parler, le gouvernement, dont je faisais alors partie, entra en négociations avec les compagnies en vue de prendre à sa charge les travaux qu'elles s'étaient engagées d'exécuter, mais qu'elles reconnaissaient ne pouvoir, faute de moyens, mener à bonne fin. Le gouvernement en assumant une telle responsabilité et un tel fardeau, n'avait pas seulement pour but de mettre Aylmer en rapport avec Montréal et Québec au moyen d'une voie ferrée. Non certainement, des projets plus vastes, plus avantageux pour la province en général entraient dans les vues du gouvernement. Il voulait construire une ligne qui, en se prolongeant depuis Aylmer jusqu'au Portage-du-Fort, se joignit au grand Pacifique Canadien et desservait dans la belle vallée du St-Laurent les riches et immenses produits de l'ouest.

On voulait construire un chemin qui fut la continuation, pour ainsi dire, naturelle de celui du Pacifique Canadien afin de diriger vers cette province les richesses des futures provinces du grand ouest et de faire de nos ports de mers et de nos villes maritimes des entrepôts d'où ces produits se seraient répandus dans l'univers. Pour assurer le succès, il fallait de toute nécessité que ceux qui eussent à faire ces travaux fussent en état de les terminer convenablement. Or, comme je viens de le dire, les compagnies s'étaient déclarées incapables de continuer leurs opérations. Il ne restait donc que deux moyens à adopter pour le gouvernement : ou accorder une nouvelle subvention en argent, ou bien entreprendre lui-même de terminer les travaux. Dans le premier cas, c'eût été imposé à la province des

nouveaux sacrifices sans compensation directe et sans l'assurance positive que l'entreprise réussissait pleinement comme on avait lieu de le croire dans le second cas. Le gouvernement préféra le dernier moyen que j'ai signalé. Avant d'engager la province dans cette entreprise, le cabinet d'alors entra en pourparlers non seulement avec les compagnies mais aussi avec les corporations de Québec et de Montréal afin de s'assurer du paiement fidèle de leurs souscriptions.

On se rappelle quelles instances faisaient ces deux villes si intéressées dans le prompt parachèvement de ces deux voies ferrées. Les promesses les plus positives furent faites au gouvernement qu'elles paieraient intégralement la balance de leurs souscriptions s'il voulait bien assumer la responsabilité de parachever les travaux. Après que des engagements furent pris, le contrat signé et ratifié par le parlement, le gouvernement contracta un nouvel emprunt, (le second) de \$4,300,000 afin de lui permettre de terminer les travaux de la voie ferrée connue sous le nom de chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Je m'arrête un instant ici afin de bien faire remarquer de nouveau à cette chambre que l'ancien gouvernement ne s'est pas engagé à la légère dans une entreprise aussi considérable. Comme je l'ai dit il y a un instant, l'opinion publique la réclamait, les journaux de toutes les nuances politiques, les contracteurs, les compagnies intéressées et les corporations qui avaient souscrit, sollicitaient le gouvernement avec instance de prendre à sa charge ces travaux qui, sans cela allaient être arrêtés pour ne recommencer peut-être que dans un temps éloigné.

En cédant devant cette manifestation pour ainsi dire unanime de la province, le gouvernement agit avec sagesse et on ne saurait avec raison, le blâmer d'avoir fait ce que tout le monde croyait être dans l'intérêt général. En 1870, les fonds destinés à ces travaux furent épuisés et il fallut avoir recours au paiement de la balance des souscriptions des villes de Québec et de Montréal. Des difficultés sans nombre et sans valeur sérieuse furent soulevées et finalement, persuadé que ces villes agissaient avec de la mauvaise volonté, le gouvernement eut recours à la législation vigoureuse mais nécessaire que l'on connaît. Par un acte de cette législature, les commissaires des chemins de fer avaient le pouvoir d'émettre des bons au montant de trois millions de piastres. Ces débentures devaient constituer la première hypothèque sur le chemin de fer en voie de construction. Vu l'état désavantageux du marché monétaire, il fut jugé prudent de ne pas vendre de suite ces bons, mais d'attendre un moment plus favorable pour le faire. Espérant toujours contre toute espérance, de placer ces bons avantageusement, au nom du gouvernement, je négociai, l'année dernière, un emprunt d'un million de piastres de la banque de Montréal. Cet emprunt devait être remboursé à la banque à même le fonds consolidé des chemins de fer qui avait à son actif les bons des commissaires dont je viens de parler et la balance des diverses souscriptions des municipalités en faveur du chemin de fer et qu'elles s'étaient engagées à payer à la province. En attendant, le million était gageant sur le fonds consolidé du revenu. En faisant l'emprunt temporaire d'un million de piastres que je viens de mentionner, le gouvernement espérait que les cités de

Québec et Montréal montreraient, dans l'intervalle, plus de bonne volonté à remplir fidèlement leurs obligations, ou de les forcer à payer ce qui lui aurait permis de rembourser ce million sans avoir recours aux revenus même de la province.

Chose assez étrange, c'est que les corporations de Québec et de Montréal ne cessèrent de payer avec exactitude leurs souscriptions au *pro rata* de l'ouvrage fait jusqu'à ce que le gouvernement se changeât de terminer ces travaux, mais, quand ce dernier voulut les faire payer, toutes sortes d'embarras lui furent créés. Est-ce la politique ou autres causes qui faisaient agir ces corporations, je ne saurais le dire. Le cabinet De Boncherville, ne voulant pas imposer à la province un nouveau fardeau de un million cinq cents mille piastres afin de permettre aux villes de ne pas payer, et étant le gardien naturel de l'honneur de la province, se vit obligé de soumettre à la législature un projet de loi forçant les municipalités à payer. On a bien fait du bruit à propos de cette loi. On a dit qu'elle était arbitraire, tyrannique et barbare même. Voyons donc, à la lumière du calme et du froid raisonnement qu'est-ce qu'il y avait de si arbitraire dans cette loi. Pour éviter les lenteurs des procédures des cours de justice ordinaires, devant lesquels le procès aurait pu traîner pendant cinq ou six ans, ce qui aurait fait perdre à la province, soixante des dommages infligés aux contracteurs, une somme de mille piastres par jour représentée par l'intérêt sur le capital engagé, le gouvernement proposait de soumettre les contestations qui pourraient s'élever au plus haut tribunal de la province. Ce tribunal, ou la

sait, était le conseil des sept ministres présidé par le lieutenant-gouverneur comme juge-en-chef. Qu'avaient donc à craindre ces corporations. Ayant pour juger leurs réclamations les hommes les plus éclairés et les plus indépendants par leur position, de la province, souvent-elles craindraient-elles pas avoir justice. De plus, ces juges étaient responsables de leur conduite devant la législature, où les députés du peuple auraient pu les condamner et les renvoyer, s'ils avaient commis une injustice, ou juger avec partialité. On n'a pas, devant les cours de justice, cette garantie de la responsabilité, puisque nos juges ne sont responsables à personne.

Si le gouvernement n'eût pas pris ce moyen de faire payer les municipalités recalcitrantes et éviter des retards considérables, il aurait fait pendre à la province une somme de mille piastres par jour, sous forme d'intérêt, ce qui, au bout de trois ans, aurait atteint le montant énorme d'un million, et à la fin de six ans, de deux millions de piastres. Voulait-on que la province fut chargée de la dette de ces corporations, voulait-on que la province vint à subir des pertes énormes par des retards inévitables et ruineux. Si ceux qui ont tant crié contre la loi dont je viens de parler le désiraient, l'ancien gouvernement, lui-même ne le voulait pas et voilà pourquoi il n'a pas craint de prendre des mesures pour obliger les municipalités à payer leurs dettes.

On semble faire qu'une bien faible distinction entre les fonds consolidés du revenu de la province et le fonds consolidé des chemins de fer. Très souvent on les mèle complètement et cette erreur en entraîne d'autres d'une gravité plus considérable. En peu de mots, je vais m'efforcer d'établir de manière à ne pas s'y trom-

per la différence qui existe entre ces deux fonds consolidés. Le premier, c'est-à-dire le fonds consolidé du revenu de la province a été créé par une loi passée en 1868, que l'on peut lire dans le s'atut 39, Vict., chapitre 9. Tous les revenus quel qu'en soit la nature ou la source qui se sont sous le contrôle de cette législature forment partie de ce fonds consolidé. Le second, c'est-à-dire le fonds consolidé des chemins de fer fut établi en 1877, par le statut 40 Vict., chap. 2. Il comprend toutes les débentures de cette province, ou leurs produits, émises pour la construction des chemins de fer, aussi les débentures des municipalités accordées pour venir en aide aux voies ferrées de la rive Nord et de colonisation du Nord.

C'est à même ce fonds que la législature avait décidé d'avancer des subsides aux chemins de fer et c'est aussi à même ce fonds que les frais de construction de la voie ferrée de Q. M. O. et O. devaient être payés. Maintenant voyons qu'elles sommes ont été reçues et dépensées par le fonds consolidé des chemins de fer. Il a été reçu en tout, \$3,682,416.66 et, jusqu'au premier décembre dernier, il a été payé une somme de \$8,612,537.24, ce qui laisse une balance de \$69,879.42. Voyons à présent quel montant il faut, suivant les estimés des Commissaires, pour terminer les travaux des chemins de fer du gouvernement de Québec à Aymer, et pour payer la balance des subsides aux autres voies ferrées. Pour le chemin de Q. M. O. et O. il faut \$2,516,955, pour faire face au montant à payer pour la balance des subsides, il faut \$1,819,753.17, soit un total de \$4,336,709, dont il faut déduire la somme de \$170,000, qui

paraît avoir été payée depuis le premier décembre dernier, laissant une balance de \$3,866,709.15. Le gouvernement a, pour faire face à ces obligations, l'actif du fonds consolidé des chemins de fer, qui est comme suit :

Balance des bons des Commissaires \$2,200,000 ; balance des bons municipaux de Québec et de Montréal, \$1,510,355.38, bons des autres municipalités \$463,000, soit un total de \$4,169,355.38. Dans ces chiffres, ne sont pas inclus les frais de construction de l'embarquement de Pontiac, que la politique ministérielle semble ignorer totalement. Tel était, au moment de la réunion des chambres, l'hiver dernier, l'état du fonds consolidé des chemins de fer. Je n'ai pas besoin d'insister sur le fait évident pour tous, qu'avant de pouvoir réaliser de l'argent courant au moyen de ce fonds, il fallait vendre les bons des Commissaires, et faire payer les municipalités qui ont souscrit. La vente des bons des Commissaires ne pouvait se faire rapidement vu que près de la moitié du second emprunt était encore entre les mains des acheteurs anglais. Quant à faire payer les corporations, cela n'était pas facile parce qu'elles cherchaient sans cesse toutes sortes de faux-fuyants pour ne pas remplir leurs obligations.

Le gouvernement voulait escompter les bons des Commissaires, prit les mesures nécessaires pour assurer une vente avantageuse. Pour réussir il avait à démontrer aux capitalistes anglais que la province était en état de faire honneur à ses présentes obligations et à celles qu'elles contracteraient dans l'avenir, et pour y parvenir, il fallait de toute nécessité rétablir l'équilibre entre les dépenses et les revenus, c'est-à-dire augmenter

nos sources de revenus. Il fallait de plus pourvoir aux moyens de payer l'intérêt et le fonds d'amortissement, du nouvel emprunt.

Dans l'intérêt bien entendu de la province et de son crédit, le gouvernement, quoi qu'il eût des répugnances à le faire, résolu de demander au peuple par la voie de ses représentants de s'imposer le léger sacrifice d'une taxe qui devait rapporter, suivant les calculs faits, au delà de deux cent mille piastres. L'ancienne chambre comprenant, comme nous, l'importance de sauver le crédit de la province, ratifia à une majorité considérable la proposition que lui avait faite le gouvernement d'adopter une loi imposant un droit de timbre sur divers contrats et autres documents spécialement mentionnés dans la loi en question. On comprend que si cette loi eût été sanctionnée, les débentures de la province auraient été placées plus rapidement parce que les capitalistes auraient eu une confiance plus étendue dans notre état financier et dans notre capacité à remplir avec fidélité toutes nos obligations. Cependant à l'opposition injuste des messieurs qui siègent maintenant sur les banquettes ministérielles et les moyens qui furent émis pour ouvrir la deuxièmement pour renverser le ministère d'alors et faire tomber leur législation sont encore présents à la mémoire de tous.

La politique de l'ancien cabinet relativement à la construction du chemin de fer du Nord et aux moyens à prendre pour en assurer le plein succès consistait, non seulement à donner le meilleur crédit possible à la province, en remettant nos finances dans l'état le plus satisfaisant, mais aussi à faire payer les souscriptions des corporations de Québec et Montréal et des autres

municipalités. Croit-on que les criolliers des politiciens libéraux n'ont pas puissamment contribué à persister ces corporations dans leur détermination de refuser de payer à la demande du gouvernement. Croit-on que le bruit que l'on a fait seulement dans un but de parti, n'a pas eu pour effet d'affirmer ces corps municipaux dans leur obstination de ne pas remplir leurs engagements vis-à-vis de la province. Croit-on maintenant qu'elles vont payer. Je suis persuadé, d'après ce qui s'est passé, qu'elles ne paieront jamais leurs souscriptions et la loi du gouvernement leur donne, l'avantage de ne pas payer. Si le pays a encouru des pertes par ces refus de la part des municipalités, si la province fait de nouvelles pertes à l'avenir, toute la responsabilité doit retomber sur les honorables messieurs qui occupent les banquettes ministérielles, parce qu'ils ont contribué en grande partie, par leurs criolliers dans le temps qu'ils étaient dans l'opposition, à faire persister les villes de Québec et Montréal et les autres municipalités dans leur refus injuste de payer la balance de leurs souscriptions. La loi, sévère peut-être, mais devenue absolument nécessaire, qui forgeait les municipalités à payer, fut mise de côté ou plutôt réservée lors de l'arrivée au pouvoir de la présente administration et le gouvernement actuel abandonne la politique de l'ancienne administration pour y substituer celle que nous trouvons dans le projet de loi qui est soumis à cette chambre.

Par cette mesure le gouvernement demande d'être autorisé à épuiser le fond consolidé des chemins de fer et celui du revenu de la province pour lui permettre de compléter les voies ferrées du Québec à Aylmer.

L'effet de cette mesure est plus sévère qu'on est porté à le croire à première vue. On détruit d'un coup la garantie donnée par la section neuf du statut 41. vict., chapitre premier aux chemins de fer recevant des subsides de la province. Cette garantie reposait sur le fait que \$800,000 ou \$900,000 versés annuellement dans le fonds consolidé du revenu pourraient être disposées pour payer leurs subsides, advenant le cas où le fonds consolidé des chemins de fer serait épuisé pour parachever le chemin de fer provincial, si le gouvernement a recours à des poursuites judiciaires pour forcer les municipalités à payer. On comprend qu'un procès de cette nature peut facilement durer pendant trois, quatre et même cinq ans. En attendant, le gouvernement, n'ayant pas d'autres ressources pour terminer les voies ferrées devra épuiser complètement les fonds consolidés des chemins de fer et du revenu de la province, et si le gouvernement a le droit, comme il le demande, de se servir de ces deux fonds, où sera la garantie pour les chemins de fer ayant droit à des subsides, où sera la garantie qui sera payée lorsque leurs subsides deviendront dus. Cette législation non seulement constitue une injustice revolante pour les chemins de fer de la rive sud, mais de plus, si cette mesure devient loi, on trompe indigne-ment les capitalistes qui ont fait des avances à ces compagnies parce qu'ils pouvaient compter sur la garantie donnée par la province; que les subsides que cette dernière avait accordés seraient intégralement payés à échéance. Par ce bill on porte un coup fatal au crédit de nos compagnies de chemins de fer et on les met dans l'impossibilité de

prélever aucun argent pour terminer ou faire progresser leurs travaux, et cela, tout en leur enlevant la sûreté qu'ils avaient qu'ils souffriraient aucun jour de retard dans le paiement de leurs subsides. Quelqu'un a dit que ce projet de loi ne différait que très peu de la loi passée à la dernière session. Cette assertion est excessivement singulière quand on fait constater la loi et le contenu de ce bill, bien court, bien inoffensif en apparence, mais ayant une portée si rancuneuse pour l'avenir des entreprises de voies ferrées maintenant en construction, autres que celle à la charge directe du gouvernement. J'ai dit que la différence est très considérable, en effet, si on lit le statut des lois adoptées à la dernière session, à la page quatre, on voit ce qui suit :

« Section 8. Il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos de le faire, d'avancer aux dits commissaires des chemins de fer, sur le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec, une somme de trois millions, cent seize mille, neuf cent cinquante six piastres et cette avance devra être remboursée au dit fonds consolidé des chemins de fer, aussitôt que possible. »

Comme on le voit, cette loi n'autorise en aucune manière le gouvernement de prendre ni seul, ni en commun sur le fonds consolidé du revenu de la province pour la construction du chemin de fer provincial de Québec à Aylmer. Cette loi, contre laquelle l'opposition d'alors, qui forme aujourd'hui le parti ministériel, a protesté et a voté, pourvoyait au cas où les chemins de la rive sud qui ont droit à des subsides, ne pourraient être payés à même le fonds consolidé des chemins de fer, faute d'argent. La section neuf de cette loi se lit comme suit :

9. Dans le cas où le dit fonds consolidé des chemins de fer ne suffit pas, pour une cause quelconque, suffisant pour rencontrer tout subside payable à tout chemin de fer y ayant droit en vertu des dispositions d'aucun acte de la législature, ce déficit sera comblé et le subside sera payé à même le fonds consolidé du revenu de cette province.

Pour établir la vaste différence dont j'ai parlé ici j'y ai un instant, qu'il me soit permis de lire la seconde clause du bill du gouvernement, qui est conçu dans les termes suivants :

La section 8, de l'acte 41. vict., chapitre 1, est amendée de manière, à se lire comme suit :

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, avancer aux dits commissaires des chemins de fer, une somme de trois millions, cent seize mille neuf cent cinquante six piastres, à même le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec ; et dans le cas où le dit fonds consolidé des chemins de fer deviendrait insuffisant pour quelque cause que ce soit,

pour rencontrer cette somme, le déficit sera comblé, et la somme sera payée à même le fonds consolidé du revenu de cette province ; et cette somme sera remboursée au fonds dont elle aura été distraite, aussitôt que la chose sera possible. »

On consacre tout pour le chemin de fer du gouvernement, et aucune réserve n'est faite pour les autres voies ferrées qui ont des droits reconnus et qu'on ne peut leur nier sans commettre une injustice flagrante.

J'en appelle aux honorables députés représentant des comités intéressés dans la construction de ces chemins de fer, pour protester contre

un tel attentat aux droits indéni-
bles de ces chemins de fer qu'on
méconnaît entièrement par le bill
qui est devant cette chambre. J'en
appelle au député de Lévis (M. Pa-
quet) et au député de Beauce (M.
Poirier) pour sauvegarder les inté-
rêts du chemin de fer de Lévis et
Kennebec; j'en appelle au député
de Drummond et Arthabaska, dont
la division est traversée par une des
voies ferrées dont on méprise les
droits, pour protester par son vote
contre une telle iniquité. J'en ap-
pelle au député de Chicoutimi et
Saguenay (M. Price) pour protéger
les intérêts du chemin de fer du Lac
St-Jean. J'en appelle à tous ceux
dont les comtés désirent le parache-
vement des chemins de fer en voie
de construction de voter contre une
mesure aussi inique et aussi injuste.
Si ce projet devient loi, si les députés
dont les intérêts des comtés qu'ils
représentent sont en jeu, oublient
leur devoir et votent en faveur de
ce bill, j'aurai du moins la satisfac-
tion d'avoir fait mon devoir et
d'avoir protesté énergiquement
contre cet attentat, au nom de mes
commentants, les électeurs du comté
de Pontiac, au nom des compagnies
de chemins de fer dont on ignore
les droits, au nom des créanciers de
ces compagnies qu'on dégoûte
d'une garantie qui les avait engagés
à faire des avances. J'aurai du
moins la satisfaction d'avoir fait
entendre une solennelle protestation
contre un tel abus de confiance et
une violation aussi révoltante de la
bonne foi publique. (Applaudisse-
ments prolongés.)

L'hon. M. JOLY défend bien fai-
blement la mesure de son cabinet.
Il dit que, les circonstances l'obli-
gent à présenter une telle législation,
les fonds avancés seront rembour-
sés à la province quand les corpora-
tions auront payé. *Il est évident*

À une heure la séance est suspen-
due jusqu'à trois heures.

Séance de l'après-midi.

L'orateur prend le fauteuil à
3 15 heures.

L'hon. M. JOLY reprend le débat
et dit que le gouvernement est jus-
tifiable de présenter la loi qui est
devant la chambre. Il a toujours
été opposé à une politique de che-
mins de fer pour développer les
ressources de la province. Il dit
que les corporations devront payer.

L'hon. M. CHAPLEAU — La pro-
jet de loi qui nous occupe est sou-
mis, d'après ce que nous a dit le
chef du gouvernement, seulement
pour sauver la province et lui per-
mettre de terminer le chemin de
fer de Québec à Aymer. Je ne par-
tage pas cette manière de voir,
parce que je n'hésite pas à croire
que le gouvernement veut unique-
ment par là conserver son ascendant
politique dans les villes de Québec et
Montréal. Il ne veut pas forcer les
municipalités à payer afin de ne pas
perdre les sympathies politiques qui
lui ont été témoignées dans les der-
nières élections. Par là loi qu'il
nous soumet, on veut ni plus ni
moins exempter les villes de payer
ce qu'elles doivent et rejeter sur les
compagnies le fardeau de leurs
dettes. Mais le premier-ministre
nous a dit avec un air de triomphe
anticipé, Québec va payer, Montréal
va payer. La première de ces villes
a déjà nommé son ingénieur pour
évaluer les travaux faits, voyez quel
empressément Québec apporte à ré-
gler les différents qui ont retardé
jusqu'à présent le paiement de la
balance de son million. À l'en-
tendre, on croirait que le Premier-
ministre est muni d'une baguette
magique avec laquelle il va faire
mouvoir les municipalités récalcit-
rantes à son gré et volonté. Si on
en croit les organes du parti libéral,

de la parole du chef de la droite, il
va sortir à l'avenir des lingots d'or
et des billets de banque imprimés.
Pourtant, si j'ai bonne mémoire,
le premier ministre a, dans le cours
du mois de mai dernier, écrit aux
autorités municipales de Québec,
leur demandant de se conformer aux
conditions de leur souscription et je
ne sache pas encore que cette ville ait
payé un centin à la demande du
gouvernement, bien que près de deux
mois se soient écoulés depuis que
cette lettre a été écrite. La cause de
ce retard étrange en face des déclara-
tions si emphatiques du premier-
ministre, est peut-être dû au fait
que l'auteur de cette lettre ne la pas
enroulée autour de sa baguette ma-
gique avec laquelle il prétend ac-
complir des merveilles. Oh, mais on
me dira peut-être que le délai n'est
pas assez long, qu'il faut donner
plus de temps à l'ingénieur nommé
par la corporation pour examiner les
travaux et faire rapport. Est-ce que
deux mois ne sont pas suffisants pour
exécuter les travaux confiés à cet
ingénieur. M. Walter Shailey
avait une mission beaucoup plus
délicate et plus difficile à remplir
que l'ingénieur de la corporation de
Québec. Si j'ai quelque peu insis-
té sur ce fait, c'est que je voulais
faire saisir à cette chambre l'évident
désir de la corporation de Québec
de ne pas payer, malgré les déclara-
tions emphatiques du chef de la
droite. Ce n'est pas un fait nouveau.
En 1876, Québec disait aussi, on va
payer, cependant lorsqu'il lui fallut
s'exécuter, des objections à la forme
furent obstinément suscitées. On
nous objectait que \$4,000 ou \$5,000
d'intérêt sur les debentures n'étaient
pas payées et cependant, Québec
devait, dans le temps, \$200,000 sur
les travaux accomplis. On nous ré-
pondait à notre demande de payer
que la valeur des terrains au Palais

n'était pas fixée. Qu'avait à craindre
ces autorités municipales quand elles
ne pouvaient ignorer que le gouver-
nement avait intérêt à ce que cette
question fut réglée d'une manière
satisfaisante. À l'avènement de
l'administration actuelle, la presse
libérale proclama bien haut que les
municipalités paieraient intégrale-
ment leur redevances au gouverne-
ment. Que voit-on maintenant ? Je

laisse aux honorables ministres à
répondre à cette question. En at-
tendant, pour consolation, la province
apprend que l'ingénieur de la cor-
poration de Québec est parti, comme
Malbourough, pour faire un rapport.
M. TAILLON. Il reviendra à Pa-
ques ou à la Trinité (rires).

L'hon. M. CHAPLEAU ou, l'ingé-
nieur reviendra, mais le rapport,
viendra-t-il. Dans le temps où
l'hon. chef du gouvernement était
dans l'opposition, il n'a pas cessé de
crier bien haut que les municipalités
pouvaient refuser de payer la balan-
ce de leurs souscriptions. Dès que
le gouvernement est à la demande
et aux instances des parties intéres-
sées, et en face de l'expression de
l'opinion publique, assume la res-
ponsabilité de terminer les travaux
du chemin de fer de Québec à Ay-
mer, les municipalités refusent de
payer. C'est alors que l'on entendit
les chants de triomphe du Premier-
ministre et qu'il nous répéta, comme
il vient de le faire, ces paroles pro-
phétiques : Oh, mais je l'avais dit.
Cela devait arriver ainsi. Je l'avais
bien prévu. Avec ces paroles, le
premier ministre croit avoir tout
dit.

Dans son discours, le chef du gou-
vernement a répété de nouveau une
inexactitude que je vais relever de
suite. Comme cela a été affirmé
sans être contredit d'une manière
sérieuse, l'opinion publique, en 1875,

a, pour ainsi dire, forcé le gouvernement à faire lui-même les travaux du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Le premier ministre a réitéré pour la vingtième fois dans cette chambre l'accusation que l'ancien gouvernement s'était emparé des voies ferrées de la rive Nord. Voyons si cette accusation est fondée et voyons si on a raison de se plaindre de la conduite de l'ex administration relativement à cette question. Pour prouver d'abord qu'il est faux que le gouvernement s'est emparé de l'avis des compagnies avec la charge de terminer les travaux, je n'ai qu'à ouvrir la correspondance qui a eu lieu entre le gouvernement et les autorités représentants les compagnies.

Voici une lettre qui est loin de faire naître l'idée que la compagnie du chemin de fer de la rive Nord ne voulait pas, sous aucun prétexte, se dessaisir de ses droits sur cette entreprise :

Bureau de la compagnie du chemin de fer du Nord.

Québec, le 11 août 1875.

« A une assemblée des directeurs de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord, tenue ce onzième jour d'août 1875, la résolution suivante fut adoptée :

« Résolu : Que l'état actuel du marché monétaire en Canada, et la forte opposition, quoique non fondée, en certains endroits en Angleterre au placement d'argent dans les garanties de chemins de fer canadiens, empêchant la vente des débentures de cette Compagnie de chemin de fer, exigent que le gouvernement de la province de Québec soit informé de la position dans laquelle la compagnie se trouve placée; la compagnie déclare qu'elle

est incapable de construire le chemin d'après les arrangements existants, et elle désire appuyer avec instance sur la nécessité impérieuse d'une prompte action de la part du gouvernement la compagnie est, en conséquence, prête à promettre au gouvernement, de régler la question de quelque manière qu'il juge convenable dans l'intérêt public en faisant tels arrangements avec l'entrepreneur qui pourront être reconnus nécessaires.

Certifié,

(Signé) A. H. VERRART.
Secrétaire.

Voilà pour la compagnie du chemin de la rive Nord; voyons maintenant si la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord ne voulait pas, comme l'a dit le Premier-Ministre, remettre au gouvernement le soin de terminer les travaux qu'elle s'était engagée à faire.

Je vois, dans une lettre de M. De Bellefeuille, secrétaire de la compagnie, une série de résolutions adoptées par le Bureau de direction, le 26 août 1875.

Voici les deux premières de ces résolutions, celles qui ont rapport surtout à la question qui nous occupe :

Résolu : 1o. Que considérant les difficultés qui ont été rencontrées dans la négociation des bons de la compagnie, ce bureau ne peut que confesser son incapacité de poursuivre la construction du chemin de fer d'après les arrangements actuels;

2o. Que ce bureau reçoit avec plaisir l'information que le gouvernement est prêt à aviser aux moyens d'assurer à une période aussi rapprochée que possible, l'achèvement de cet ouvrage important et que cette compagnie est prêt à

faire tout en son pouvoir pour amener la cité de Montréal à payer la balance de sa souscription telle que mentionnée dans la lettre en question et employer sous tous rapports les moyens qui seront suggérés par le gouvernement dans l'intérêt public pour la continuation de la construction du chemin de fer.

Les résolutions que je viens de lire, et adoptées par la compagnie du chemin de fer de la rive nord que par celle du chemin de fer de colonisation du nord détruisent de fond en comble l'assertion erronée du chef du gouvernement lorsqu'il accuse l'ancienne administration de s'être emparée de ces voies ferrées ou en d'autres termes d'avoir intrigué pour arriver à ce but. J'ai dit que l'ancien gouvernement avait cédé sur les instances des corporations des villes intéressées, et je vais le prouver par les documents officiels.

Au tour de la corporation de Québec d'abord.

Le 25 août 1875, le conseil de ville de Québec a résolu, par la suite, dont je vais lire que la partie qui a trait au sujet qui nous occupe :

Hôtel-de-Ville,
Québec, 25 août 1875.

A une assemblée spéciale du conseil de la cité de Québec, tenue le 20 courant, il fut :

Résolu : — Que par sa souscription d'un million de piastres au capitalisation de la compagnie du chemin de fer de la rive nord cette corporation a donné une preuve non équivoque d'un grand intérêt qu'elle porte à la construction du chemin de fer de la rive nord. Que vu la déclaration de la compagnie du chemin de fer de la rive nord, que dans les circonstances actuelles, elle ne peut pas continger les travaux du chemin de fer de la rive nord, le conseil ne paie aucune somme additionnelle à la compagnie,

mais que le gouvernement provincial soit respectueusement informé (c'est le conseil de ville de Québec qui disait cela) que si le gouvernement est prêt à prendre les mesures pour assurer la construction immédiate du dit chemin, ce conseil lui paiera la balance du montant souscrit au capitalisation de la dite compagnie, à mesure qu'il devient dû (tel que pourvu par la loi).

Québec, on doit l'avouer candidement, ne désirait pas moins que les autres voir le gouvernement prendre sur lui de construire le chemin de fer du Nord.

A Montréal, le sentiment était aussi très-fort en faveur du projet qui voulait que le gouvernement de la province se chargât de terminer les travaux du chemin de fer de colonisation du Nord. Le conseil de ville qui a fait preuve de tant de mauvaise volonté depuis, ait déployer une activité inouïe dans cette circonstance. Les démarches, les instances qui ont été faites auprès du gouvernement DeBoucherville sont bien connues du député de Montréal-centre, (M. Nolin) car, comme (chevin, il avait été nommé l'un des délégués pour s'entendre avec le gouvernement.

Je ne lirai pas les nombreuses résolutions qui ont été adoptées par le conseil de ville de Montréal approuvant et sollicitant même le gouvernement de se charger de l'entreprise, mais qu'il me suffise de signaler à cette chambre quelques-unes d'entre elles. (M. Chapleau lit plusieurs résolutions et rapport du conseil de ville de Montréal qui prouvent péremptoirement que la corporation de cette ville était désireuse que le gouvernement assumât la tâche de terminer les travaux.) Maintenant, peut-on prétendre que les villes intéressées n'ont pas exprimé hautement

leur ardent désir de voir le gouvernement faire, ce qu'il a fait par rapport à ces voies ferrées et l'hon. député de Québec-Centre (M. Malouin) à qui je voyais faire des signes de tête aussi incompréhensibles pour moi qu'une hiéroglyphe égyptien, ne saurait le nier, puisqu'il était, je crois, à cette époque, l'un des membres de la corporation de Québec.

J'ai dit aussi que l'opinion publique demandait que le gouvernement vint à suivre la ligne de conduite qu'il a suivie vis-à-vis de ces entreprises. Pour se convaincre de ce fait, il n'y a, qu'à jeter les yeux sur les journaux du temps, et ici, je ne fais aucune acceptation de nuances politiques. La presse insistait auprès du gouvernement et elle était aussi l'écho de l'opinion publique. J'ai entendu M. Stevens, de Montréal, dire au chef de l'ancien gouvernement que si son administration prenait l'engagement de terminer ces chemins de fer, il serait l'homme le plus populaire de la province. Quand on revoit les résolutions des conseils de ville de Québec et de Montréal, on est justement étonné de la mauvaise volonté et de l'obstination étrange que ces villes ont opposées aux demandes si justes et si raisonnables de l'ancien gouvernement, et si on se remet en mémoire tout ce qui a été fait pour induire le cabinet d'alors d'engager la province dans cette entreprise, on est grandement étonné de l'accusation du premier-ministre, accusation qui ne saurait être soutenue avec bon sens en face des documents que j'ai lus à cette chambre.

On a dit que la différence entre le bill du gouvernement et la loi adoptée à la dernière session n'est pas bien considérable et que nous

ne devrions pas par conséquent le faire aucune opposition. Cette prétention ne saurait être prise au sérieux. Par la loi de la dernière session, le fonds consolidé du revenu de la province n'était nullement engagé pour subvenir aux frais de la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O. mais seulement pour payer les subsides aux voies ferrées de la rive sud, dans le cas où le fonds consolidé des chemins de fer se trouverait épuisé pour construire le chemin provincial. Le projet de loi du gouvernement qui est soumis à cette chambre est bien différent. Il met les deux fonds consolidés à contribution pour parachever le chemin de fer provincial, sans même faire aucune réserve pour les voies ferrées auxquelles cette législature a accordé des subsides et sur lesquels il y a encore des balances considérables à payer, si les compagnies remplissent leurs obligations. Le gouvernement s'empare donc de certain argent qu'il ne peut, sous aucune considération raisonnable, toucher pour d'autres fins que pour celles qui ont été indiquées par cette législature. Il propose de détourner des fonds pour son propre avantage, sans se préoccuper des dommages qui devront en résulter pour les parties que l'on vole d'une manière aussi évidente.

J'ai dit vol, en effet le bill que l'on nous soumet n'est pas d'autre chose, qu'un vol, et pour le gouvernement, il signifie tout ce qu'il faut pour terminer les travaux que les suis engagé à faire, je vole les compagnies auxquelles je leur ai accordé des subsides et je me les approprie pour mon propre usage. Oh! mais on dit, nous ne pourrions pas les rembourser, nous ne pourrions pas leur donner les sommes que nous prendrions quand les corporations

auront payé. Oui, mais alors quand payeront-elles. Oh! quand nous le voudrions. Alors, faites les donc payer de suite ce qu'elles doivent plutôt que de vous en parer des subsides des voies ferrées du sud. Mais que l'on ne se fasse pas illusion, les municipalités ne déboursent pas un seul denier quoiqu'en dise le chef du cabinet, car il faudrait les poursuivre, et l'influence des quatre ministres qui demeurent à Québec s'opposera à ce que cette ville, du moins, soit poursuivie. C'est la province, ce sont les campagnes qui devront payer pour ces municipalités récalcitrantes. On dit que la province ne peut continuer les travaux sans l'aide que lui assure ce bill, mais pourquoi le gouvernement n'emprunte-t-il pas de l'argent. Non, on a trop de jacheté politique pour le faire et l'on préfère dépouiller une partie de la province des subsides accordés à certains chemins de fer. Politique d'expédients, voilà la base de la conduite des honorables messieurs qui siègent sur les banquettes ministérielles. On préfère exempter de payer, pour des fins politiciques, les villes de Québec et Montréal, et faire payer aux campagnes qui n'y ont rien à voir, les sommes que ces villes doivent à la province. On a dit que la loi que l'ancien gouvernement a fait adopter pour forcer les municipalités à payer était inique et barbare, qu'on voulait prendre ces municipalités à la gorge. Je voudrais bien savoir ce que c'est que la gorge d'une municipalité? Cette loi contre laquelle on a tant fait de bruit n'a pas été désavouée par les ministres actuels, on n'a fait que la réserver pour la sanction du gouvernement général. Ce n'était pas la peine de faire tant de tapage. L'orateur donne des détails sur le coût de l'entreprise de la

construction du chemin de fer de Q. M. O. et O. et des sommes qu'il faut pour terminer les travaux. Il énumère les ressources que le gouvernement a à sa disposition pour terminer le chemin sans avoir recours à la loi proposée.

A six heures, le débat est ajourné.

À la séance du soir.

L'hon. M. CHAPLEAU continue son discours et démontre que le gouvernement par sa politique, fait perdre des sommes considérables à la province. Il fait voir dans quelle position difficile se trouvera le gouvernement si les chemins de fer du sud font des travaux et réclament leurs subsides, l'argent pour payer ces subsides ayant été dépensé ailleurs. Il dit qu'on sera obligé de prendre les octrois votés à l'éducation, à l'agriculture, etc., si l'on veut payer ces compagnies de chemins de fer.

Le premier-ministre a déclaré lui-même que la mesure que le gouvernement soumet à cette chambre est inutile lorsqu'il a dit que la balance des souscriptions aurait été fidèlement payée à la province. Ceci est fait dans le but de donner au gouvernement les moyens de terminer les travaux, acheminant le cas où les municipalités ne paieraient pas au temps voulu. Si le gouvernement peut, comme s'en est vanté le premier-ministre, les faire payer dès qu'il en fera la demande, alors pourquoi ne les obligent-ils de suite à remplir leurs obligations envers la province et à restituer-t-ils pas le projet de loi qu'en pour demande d'adopter. Non, on ne veut pas agir de rigueur à l'égard des corporations de Québec et de Montréal, de peur de perdre l'influence politique qu'on y exerce ou qu'on croit y exercer. Voilà le secret de la politique ministérielle en ce moment.

L'hon. M. Chapleau reprend son siège au milieu des applaudissements prolongés de l'opposition.

M. MOLLÉUR défend la politique du cabinet.

M. TAILLON. Le premier ministre a un penchant pour moi, la chose me paraît certaine. Il a toujours la vue sur moi et il note avec une attention toute spéciale le moindre de mes signes, le moindre des applaudissements que je crois devoir accorder aux discours de mes amis de ce côté de la chambre. Il en veut jusqu'à ma voix qu'il trouve trop forte. Peut-être que je parle trop fort quand je rappelle aux honorables ministres les prétentions qu'ils émettaient et les promesses qu'ils distribuaient de droite à gauche lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Il est peut-être le secret de l'avis du chef du gouvernement pour le volume de ma voix. Quoiqu'il en soit, je ne puis y remédier.

Dans le cours du débat qui nous occupe, on a beaucoup parlé de ce que vont faire les municipalités quant à ce qui a rapport au paiement de la balance de leurs souscriptions.

Il me paraît bien difficile pour le gouvernement de percevoir ces sommes d'argent qui doivent l'aider à terminer les travaux du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. A propos de ce sujet, il serait peut-être nécessaire, afin de répondre aux attaques du chef de la droite, d'expliquer de nouveau la position que j'ai prise sur cette question.

M. Taillon répète les explications qu'il a déjà données en chambre et ailleurs. On a dit pendant ma dernière lutte, et c'est surtout avec ce cri que l'on m'a combattu, que le gouvernement était tenu de choisir le tracé du Bout de l'Île pour atteindre

Montréal. J'ai prétendu le contraire, tout en m'efforçant d'obtenir ce que désiraient mes concitoyens, mais quelle va être l'attitude du député de Montréal-Centre lui qui, comme échevin, a sans cesse soutenu la prétention que Montréal n'est pas tenu de payer si le gouvernement ne passe pas par le Bout de l'Île, suivant l'opinion de sa politique. On ne doit pas oublier que le conseil de ville de Montréal a adopté une résolution qui déclare positivement que Montréal ne déboussera pas un seul centin, si le tracé du Bout de l'Île n'est pas suivi et l'on sait que le premier ministre nous a annoncé que ce tracé était définitivement abandonné sur l'avis de l'ingénieur, M. Walter Shewler.

En face de cette décision, en face de l'attitude prise par les honorables ministres vis-à-vis de la fameuse loi qui obligeait les municipalités à payer, l'on est pour le moins très étonné de l'audacieuse assertion du premier ministre lorsqu'il dit que la balance des souscriptions va être payée quand il en fera la demande. Pour tirer la province d'un embarras financier que le Trésor nous a point en tendeurs si sombres, pourquoi le gouvernement ne fait-il pas payer de suite ce que lui doivent les municipalités qui ont souscrites. La chose est très facile suivant le premier ministre. M. Taillon se plaint ensuite du retard apporté par le gouvernement à choisir l'endroit où sera construite la gare à Montréal. Des influences politiques sont mises en œuvre et il crant que l'on ne cède à cette pression, faite dans l'intérêt de quelques amis qui veulent être récompensés de leur zèle pour la cause libérale.

L'orateur met aux voix la proposition de la seconde lecture du bill pour amender l'acte du fonds conso-

lidé des chemins de fer de la province qui, est adopté sur la division suivante :

Pom : M. Joly, Bachand, Marchand, Langelle (Forcett), Bea, Chabreau, Shryba, Irvine, Watts, Nelson, Flynn, Leberge, Lafontaine (Napierville), Molleur, Rinflet, Langelle (Montmorency), Beaudet, Fortin, Gagnon, Brousseau, Boutin, Lafontaine (Shedden), Dupuis, Poirier, Melville, Blais, Wurtelle, — 27.

Cours : Chapleau, Loranger, Robertson, Picard, Gauthier, Desautels, Oron, Lalonde, Charlebois, Duhamel, Houde, Deschênes, Begevin, Leclavetier, Champagne, Benoit, Taillon, Tarte, Martel, Robillard, Lavallée, Magan, St-Cyr, Audet, Duckett, — 28.

Le bill est ensuite lu une seconde fois.

L'hon. M. CHAPLEAU. Avant que l'ordre du jour sur la seconde lecture du bill des subside soit appelé, je désire soumettre à la chambre la résolution dont j'ai donné connaissance à l'honorable Secrétaire-Provincial (M. Marchand) qui a eu en faire part à ses collègues. Je n'ai pas à ce que je propose de suite cette résolution afin de ne pas retarder les travaux de la session.

Avec la permission de cette chambre, j'ai l'honneur de proposer, seconde, par l'honorable M. Robertson :

« Que l'ordre du jour ne soit, concernant le bill no 24 ne soit pas, maintenant appelé, mais qu'il soit résolu :

« Que le gouvernement ne possède pas dans cette législature la force et l'autorité suffisante pour constituer une administration ferme et efficace, capable de diriger avec avantage les affaires du pays et de protéger ses intérêts ».

Applaudissements à droite.
L'hon. M. CHAPLEAU. Je ne croyais pas, par cette résolution, causer autant de joie dans certaines parties du camp opposé, mais je

vois, par la figure des chets ministériels qu'ils ne partagent pas précisément cette joie. La résolution affirme que l'administration ne possède pas la confiance d'une majorité suffisante pour conduire les affaires de la province. Cette affirmation est basée sur les faits, sur les votes qui ont été donnés pendant le cours de la session.

Lorsque la fumée de la dernière bataille électorale eût disparu, le parti libéral laissa entendre un cri de désespoir. La majorité du peuple s'était positivement prononcée contre eux et les beaux rêves dont on s'était bercé s'évanouirent au souffle vengeur du corps électoral. Une majorité avait été élue en opposition au cabinet Joly. Les libéraux, après ce moment de découragement, reprirent le cours de leurs espérances. Il leur restait leur moyen favori, la corruption et l'achat des consciences. Avec ce puissant engin de bataille, on se sentit prêt à affronter le feu de la phalange conservatrice car on

comptait trouver des traîtres dans les rangs des libéraux que pour protester contre la violation de la constitution et les privilèges plus sacrés du peuple. L'histoire dira si on a réussi dans cette manière ignoble d'assurer une majorité à un gouvernement condamné par le verdict populaire.

Le premier vote que la nouvelle députation eût à donner fut sur la question du choix d'un orateur. Je ne rentrai pas à la chambre les péripiques qui ont précédé ce vote ; qu'il me suffise de rappeler que le gouvernement ne réussit sur cette question grâce seulement et uniquement à la voix de l'élu, de l'orateur acruel.

politique, pendant qu'il était dans l'opposition puisque sa politique d'aujourd'hui est précisément celle de l'ancienne administration contre laquelle il a tant combattu. Le gouvernement ne pouvant contrôler une majorité suffisante, ne peut pas prétendre administrer sagement et convenablement les affaires de la province et son obstination à garder le pouvoir en face de l'opposition puissante qui lui est faite, mérite la condamnation de cette chambre. (Applaudissements.)

L'hon. M. JOLY défend sa conduite et rit de la grande question constitutionnelle dont M. Chapleau a parlé.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Dans sa défense, je dois dire que j'hésite à qualifier ainsi les paroles qu'il a prononcées, le premier ministre a parlé avec la moquerie sur les lèvres, de la grande question constitutionnelle qui découle des événements qui lui ont donné le pouvoir. Après avoir lancé le défi à toute la province de Québec, le chef du cabinet, se voyant battu sur son propre terrain, ni maintenant de cette question si grave pour les libertés populaires.

Après avoir subi une humiliation déroute, après avoir perdu la bataille qu'il avait provoquée lui-même, le premier ministre, vient ri de tout et affecte un air de moquerie à propos d'un sujet qui a un rapport si intime avec les franchises électorales de tout un peuple. Le chef de la droite n'a pas eu le courage politique de relever le gant que l'opposition lui a jeté, quand, lui-même, a été le premier à défier ses adversaires. Je comprends la lâcheté de l'honorable ministre. Battu devant le peuple, battu une seconde fois devant cette chambre, son courage est disparu pour affronter de nouveau le feu de ses adversaires sur

cette question si importante pour l'avenir du peuple de cette province. Le premier ministre nous a dit que le nombre de ses amis était considérable. S'il jette autour de lui un regard plus scrutateur que celui qu'il a jeté lorsqu'il a prononcé ces paroles, il verra que plus d'une conscience est tremblante à la vue du résultat de leur vote dans leur district électoral. Le peuple n'a pas élu, ne peut avoir élu des mandataires chargés de proclamer que les franchises électorales sont une leurre, que le droit si beau que nous avons de nous gouverner peut-être impunément et audacieusement violé pour l'avantage d'un certain nombre d'hommes, qui veulent gouverner envers et contre tous.

Le premier ministre s'est fait l'écho d'une accusation aussi mensongère qu'audacieuse, allant à dire que l'ancienne administration avait gardé le pouvoir grâce à des combinaisons, à des rings formés parmi la députation. Je défie l'hon. ministre de nommer un comité d'enquête pour prouver cette accusation aussi ridicule que malhonorable.

Partie d'un lieu où elle n'aurait jamais dû être faite pour l'honneur de notre Province, l'ex-premier ministre a fait voir, dans son mémoire, que des rings n'ont existé que dans l'imagination de ceux qui veulent détruire à tout prix la réputation et la popularité du parti conservateur. Je porte le défi solennel au chef du gouvernement de faire une enquête sur ce sujet et au nom de l'honneur, je le somme de nommer un comité spécial pour cette fin. S'il ose le faire, sachant comme il doit le savoir, que cette accusation est un mensonge éhonté; nous combattrons toute la vérité sur l'origine de cette calomnie. Je n'hésite pas à déclarer qu'on a menti effrontément quand on a dit que l'ex-cabinet se

soutenait grâce seulement à l'appui des rings, des combinaisons parmi l'ancienne députation. De nouveau, et j'insiste sur ce fait, je défie l'honorable premier ministre de nommer un comité d'enquête pour prouver cette lâche accusation.

Pour se faire excuser d'avoir volé les clefs du pouvoir, on jette de la boue sur ses adversaires, croyant que cette boue pourra leur être nuisible. On accorde, et on n'a pas assez de courage pour donner la preuve de ce qu'on avance. Cette boue, qu'on ne se fasse pas illusion, rejallera sur ceux qui l'ont lancée et leur mensonge les couvrira de honte et de mépris. Le gouvernement ayant escamoté le pouvoir veut trouver des excuses à son œuvre ténébreuse, mais il ne réussira pas. Il restera sur le coup de la condamnation que cette chambre a prononcée contre lui. L'histoire enregistrera, pour la honte du parti libéral, qu'un gouvernement formé dans son sein, a volé le pouvoir et qu'il a refusé de l'abandonner quand le peuple l'a sommé de le faire. (Applaudissements prolongés et enthousiastes.)

M. l'Orateur met la résolution de M. Chapleau aux voix et la division suivie à lieu.

Pour: MM. Chapleau, Lorranger, Warte, Picard, Charlebois, Tarte, Desmarais, Caron, St-Onge, Asker, Dookin, Duhamel, Hende, Deschênes, Bergevin, Martel, Gauthier, Magan, LeCavalier, Champagne, Lalonde, Beaulieu, Lavallée, Robertson, Robillard et Talbot.—26.

Contre: MM. Bachand, Blais, Bouché, Brousseau, Chauvein, Dupuis, Flynn, Fortin, Gagnon, Irtz, Laberge, Lafontaine, (Shefford), Lafontaine (Napierville), Langslet (Montmorency), Langslet (Portneuf), Marchand, Joly, Meikle, Moller, Nelson, Paquet, Poirier, Rinfret, Sheehy, Ross et Wells.—20.

Applaudissements prolongés.

M. l'ORATEUR.—Les voix étant également divisées, je dois donner mon vote. Dans les occasions

précédentes, je me suis déjà prononcé en faveur du gouvernement, et vu que je considère cette motion comme une répétition de celles sur lesquelles j'ai déjà voté pour le gouvernement, je voterai, en conséquence, contre la résolution de l'hon. M. Chapleau.

La résolution est déclarée rejetée par la voix prépondérante de l'Orateur.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill des subsides, est appelé.

L'hon. M. CHAPLEAU.—D'après le vote qui vient d'être donné, on ne peut avoir de doutes sur l'opinion de la chambre, et comme ce serait une perte de temps inutile, je n'offrirai donc aucune opposition à la seconde lecture du bill des subsides.

Cris des bancs ministériels, division «yeas and nays».

M. LORANGER.—Personne de ce côté-ci ne désire diviser la chambre. Il est donc inutile d'enregistrer les voix.

Cris de la droite, «lost, lost».

M. l'ORATEUR.—Faites entrer les députés.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Mais M. l'Orateur, personne ne demande de ce côté de la chambre que le vote soit pris.

Cris redoublés de «lost, yeas and nays».

L'hon. M. CHAPLEAU.—Une telle scène est tout à fait disgracieuse et ne saurait être tolérée sans blesser gravement la dignité de cette chambre.

Ces paroles sont prononcées au milieu d'un bruit incessant fait par MM. Brousseau, Gagnon, Chas. Langslet et autres.

L'hon. M. CHAPLEAU.—Puisque M. l'Orateur ne peut maintenir l'ordre et le decorum, je persiste à faire voter la chambre, nous allons, mes amis et moi, protester contre une telle conduite, en laissant nos sièges.

Les députés conservateurs sortent de la salle des délibérations de l'assemblée législative, au milieu d'une scène indescriptible.

Le vote est pris et donne 27 députés en faveur de la seconde lecture du bill des subsides.

L'opposition ayant repris la parole, l'hon. M. CHAPLEAU demande au greffier combien de députés ont voté en faveur du bill des subsides.

M. le greffier répond 27 en tout.

L'hon. M. CHAPLEAU—Vingt-sept députés seulement ont voté pour la motion du gouvernement et la chambre est composée de 65 députés. On n'a pas eu même la moitié de la députation.

Le bill des subsides est ensuite lu une troisième fois, passé, puis envoyé au conseil législatif.

A minuit et quelques minutes la chambre s'ajourne.

Séance du 19 juillet 1878.
L'Orateur prend le fauteuil à 11.10 a. m.

L'hon. M. IRVINE demande copie des documents relatifs à l'arrestation et au procès de Sprungli.

Il donne quelques détails sur cette affaire et attaque la conduite de l'ancien Procureur Général, (l'hon. M. Angers).

L'hon. M. CHURCH. Je dois en honneur défendre énergiquement la conduite de l'ex-Procureur Général, mon ancien collègue, contre toute insinuation malveillante. En peu de mots, je donnerai tous les faits se rapportant à l'affaire Sprungli et l'on pourra facilement convaincre que l'ancien Procureur Général a fait strictement son devoir.

En octobre 1877, le nommé Sprungli fut arrêté sur accusation de vol. Au moment de son arrestation, il avait sur lui environ £800 sterling.

Après l'enquête préliminaire, il fut renvoyé au terme d'avril 1878, pour y subir son procès, et en attendant, il fut emprisonné.

Les avocats du prévenu, MM. F. X. Lemieux et R. Allyn, firent application pour le faire mettre sous caution et ils demandèrent aussi que les objets qu'on avait trouvés sur lui et qui n'étaient pas mentionnés dans les accusations, lui fussent remis. Le cautionnement fut refusé et le juge déclara ne pas avoir le pouvoir de remettre les objets dont je viens de parler.

Un juge a déclaré que le procureur-général pouvait ordonner la remise des objets que les avocats de Sprungli demandaient. On était au commencement de la rude saison d'hiver et le prisonnier n'était pas convenablement habillé et n'avait pas en sa possession les moyens de se procurer d'autres vêtements plus en rapport avec les besoins de la saison.

Une pétition fut adressée au gouvernement afin d'obtenir la remise des objets que j'ai déjà mentionnés, et sur cette pétition un ordre fut émis ordonnant que huit billets promissaires de £10, strg, en tout la somme de £80, sterling fut remise à Sprungli. Lorsque cette somme lui fut remise, on ne mentionnait en aucune manière l'argent ou les objets signalés dans la pétition. La banque ici envoya les huit billets promissaires à Londres et sur avis qu'ils étaient bons, la somme de £80 sterling fut payée à Sprungli. Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve, ni un seul mot, ni même aucune tentative pour prouver que les £80 strg, en question ou aucune partie de ce montant soit de l'argent volé.

Après un laps de temps considérable, à partir du moment où l'argent a été remis à Sprungli, la société Holt, Irvine et Pemberton, avocats, ont

poursuivi Sprungli en Cour supérieure. Ceditier fait a peut-être beaucoup à faire dans l'intérêt manifesté par l'honorable député de Mégantic (M. Irvine) pour cette affaire Sprungli. J'ai dit au commencement de mes remarques que la conduite de l'ex-procureur général a été irréprochable et je crois que les faits et les circonstances que j'ai relatés à cette chambre sont suffisants pour prouver la vérité de cette assertion.

Le reste de la séance est occupé par des affaires de routine.

La séance de l'après-midi est consacrée à recevoir les bills du Conseil législatif qui lui sont soumis. A la séance du soir, après quelques affaires de routine qui durent que quelques minutes seulement, la chambre s'ajourne à demain, à 10h. a. m. pour la prorogation.

Aucune affaire n'a été faite dans la séance du 20. La chambre s'étant réunie seulement pour la forme, en attendant le moment de la prorogation qui a eu lieu, à midi, avec les cérémonies d'usage.

Débats Parlementaires sur l'Adresse.

DISCOURS DE M. L. O. LORANGER EN REPONSE A L'HON. M. JOLY.

M. L'Orateur,

Je désire avant d'entrer dans le mérite de la question qui nous occupe, expliquer à cette Chambre la nature et l'objet du sous-amendement que vient de proposer l'honorable député d'Ilverville, afin que chacun en comprenne bien la portée, et soit en mesure de donner sur cet amendement, un vote à la fois éclairé et non équivoque.

L'opposition déclare, par la motion de son chef, qu'elle entend

suspendre pour le moment, son jugement sur la politique du nouveau gouvernement, et n'exprimer aucune opinion sur les mesures qu'elle annonce, avant que cette Chambre ait prononcé sur la légitimité de son existence et des pouvoirs qu'il a assumés. Le cabinet actuel a été choisi dans la minorité, lorsqu'il existait en Parlement un parti fort qui y commandait les deux tiers des votes, et il est revenu des élections avec une minorité. Son avènement au pouvoir était une violation des principes fondamentaux du gouvernement responsable, et en s'y maintenant sous les circonstances, il usurpe des pouvoirs que le peuple n'a pas voulu lui confier. Nous nions à la minorité le droit de tenir le pouvoir, et avant de passer outre, il faut juger d'abord si les ministres actuels ont le droit d'occuper les banquettes du trésor.

On nous répond que la majorité de cette Chambre s'est prononcée en faveur du gouvernement sur le choix de l'Orateur. Le choix de l'Orateur n'est pas l'épreuve que doit subir un parti pour affirmer sa majorité; ce choix est celui de la Chambre, qui recherche avant tout dans la personne de son président, un juge impartial et dépourvu de tout esprit de parti, dans l'exercice des hautes fonctions qu'elle lui confie. L'Orateur ne doit pas être la créature d'aucun gouvernement. Président de la Chambre, il doit aux deux partis, la même justice et la même protection. S'il arrive qu'il soit obligé de donner son vote prépondérant, ce ne peut être que sur des matières de discipline. Jamais il n'est arrivé à personne de croire, que par son vote prépondérant, l'Orateur pouvait décider du sort

d'un parti politique sur des mesures d'intérêt public. Ce serait un fait immoral, et sans précédent dans l'histoire parlementaire d'aucun pays.

Sans faire plus de discussion à ce sujet, M. l'Orateur, le gouvernement a-t-il bien le droit de dire qu'il s'est constitué au moyen de l'élection de l'Orateur, une majorité dans cette Chambre ? D'abord en le disant, il admet par là même, qu'il était en minorité avant cette élection, et c'est une admission dont j'aime à prendre acte. Le gouvernement prend par là le soin de donner le démenti à ses organes publics, qui depuis les élections n'ont cessé de proclamer qu'il avait remporté la victoire dans 34 comtés.

Si le cabinet s'est constitué une majorité en vous disant, M. l'Orateur, ce n'est certainement pas sur la question constitutionnelle sur laquelle nous provoquons maintenant un débat, puisque vous avez blâmé avant la prorogation des Chambres, le coup d'Etat du 2 mars, et que vous avez été élu par acclamation dans un comté conservateur sur cette même question. Vos électeurs vous ont envoyé en parlement pour protester contre le gouvernement usurpateur qui vous réclame maintenant dans ses rangs. Vous ne sauriez, sans manquer à la foi jurée, et j'oserais dire sans trahison, répudier vos engagements et donner au gouvernement un support que vos électeurs vous ont délégué de lui donner.

Encore une fois non, le gouvernement ne commande pas la majorité dans cette Chambre, et quel que désir que nous pourrions avoir de lui donner franc-jeu, nous ne pouvons pas le faire avant que cette question ait été vidée. Trente-quatre comtés sur soixante et cinq

ont blâmé le coup d'Etat et ont enjoint à leurs députés d'en faire la déclaration solennelle en Parlement. Je pourrais ajouter sans crainte que la même censure aurait été exprimée dans les autres comtés, si l'on n'avait, au moyen du mensonge, de l'intrigue, de l'appel aux préjugés les plus ignorants, de la corruption, et de la fraude, donné le change à l'opinion publique, comme j'aurais peut-être l'occasion de le démontrer dans le cours de mes remarques.

Mais pour le moment, je prends la députation telle que je la trouve dans cette Chambre. Nous sommes trente-quatre qui, comme vous, M. l'Orateur, avons été élus pour venir condamner en parlement le coup d'Etat qui a fait éclore à l'étonnement du pays, un gouvernement dans la minorité de la Chambre, et pour protester contre son usurpation du pouvoir.

Nous offrons maintenant par la motion de l'honorable chef de l'opposition, une occasion à ces trente-quatre députés, de remplir la promesse qu'ils ont faite à leurs électeurs ; et de déclarer que le parti conservateur auquel ils appartiennent, est aujourd'hui comme par le passé, fidèle aux enseignements des valeureux champions de nos libertés politiques, qui ont doté notre pays du gouvernement responsable.

La motion du chef de l'opposition est claire et bien définie, et provoque un débat dégagé de toute ambiguïté. Elle déclare "que cette Chambre, tout en exprimant sa ferme détermination d'insister sur la plus stricte économie dans toutes les branches du service public, et la surveillance la plus sévère sur toutes les dépenses administratives, regrette que les avis actuels de Son Excellence le

Lieutenant-Gouverneur aient persisté à rester au pouvoir sans avoir été appuyé par la majorité de la Chambre d'assemblée, lors de leur rentrée en office, et sans être encore appuyés par cette majorité."

Je croyais que le gouvernement qui se dit si fort, releverait le gant et accepterait le terrain sur lequel on l'amène. Mais il n'en est pas ainsi. De brave et hardi qu'il paraissait il y a quelques heures, le voilà tout à coup devenu tremblant et craintif. Au premier appel au combat, il fait volte-face et fuit. Parmi les trainards qu'il laisse à sa suite, il a désigné le député d'Iberville pour couvrir sa retraite. Il fallait, je ne dirai pas une excuse, mais une ruse, pour expliquer cette défaillance inattendue, et son confident, l'exécuteur de ses hautes œuvres, vient de la mettre au jour. Elle n'est pas très-ingénieuse, M. l'Orateur, et je ne voudrais pas faire à l'honorable député de Mégantic l'injure de croire qu'il l'a inventée. Mais elle ne laisse pas toutefois d'être spécieuse, et il ne sera peut-être pas mauvais, comme je le disais en commençant, de prémunir les députés qui ne sont pas encore au courant des discussions parlementaires, contre les fins insidieuses qu'elle cherche à couvrir. La motion du chef de l'opposition provoque un vote direct sur la question constitutionnelle ; et l'honorable Premier a admis qu'il acceptait cette motion comme vote de confiance. Que veut maintenant le député d'Iberville par son sous-amendement ? C'est que la motion du chef de l'opposition disparaisse et qu'à la place, nous votions la motion suivante : "Que cette Chambre approuve complètement la pratique d'économie et de retranchement inaugurée par le gouvernement et espère qu'il continuera à le mettre énergiquement à effet." En d'autres mots on nous demande d'accepter complètement la question

principale, et de voter aveuglément confiance dans l'administration actuelle.

Cette tactique n'est pas nouvelle. Elle est en usage au parlement anglais et dans notre Chambre des Communes. C'est une de ces tactiques familières aux vieux praticiens au moyen desquelles ils déjouent les plans de l'ennemi en déjouant le cours de la discussion. C'est le *vider au moyen duquel*, on réussissait en 1873, à renverser la motion Costigan, et à priver les catholiques du Nouveau-Brunswick de leurs droits. Le gouvernement McKenzie était sauvé, mais les droits de nos co-religionnaires du Nouveau-Brunswick étaient foulés aux pieds.

En votant pour le sous-amendement de l'honorable député d'Iberville, on se priverait volontairement du droit de voter sur la question constitutionnelle.

Je disais que cet amendement était spécieux. En effet, on a probablement pensé qu'au moyen des grands mots de "d'économie et de retranchement", on surprendrait la bonne foi des uns ou que l'on éveillerait la timidité des autres. On a compté, M. l'Orateur, sans l'intelligence et sans la fermeté des

députés de la gauche, si on les a supposés un instant capable de tomber dans ce piège mal déguisé. Les mots *économie* et *retranchement* ont pour nous la même valeur que pour les députés de la droite ; et lorsque le moment viendra, nous saurons leur prouver que nous les comprenons mieux qu'eux et que nous entendons leur donner une application plus sensée et plus efficace que celle qu'ils ont déjà mise en pratique. Mais en attendant, qu'on se le tienne pour dit, l'opposition rejettera ce sous-amendement, afin de pouvoir exprimer son opinion sur la motion de l'honorable député de Terrebonne.

L'Hon. premier nous a répété sur tous les tons que l'opposition avait approuvé le programme de son gouvernement et s'est réjoui qu'elle en soit arrivée là. Il semble avoir compris la motion de l'hon. chef de l'opposition comme une acceptation de la politique de son gouvernement. Faisons une distinction, M. l'Orateur, et comprenons-nous bien. L'adresse est votée en bloc ; telle a été la convention. Mais nous n'avons jamais entendu par là nous lier de façon à ne pas pouvoir discuter les mesures qui seront proposées par le gouvernement. Nous reconnaissons avec le gouvernement que la plus stricte économie doit régner dans toutes les branches de l'administration publique. Mais nous n'entendons pas par là nous lier à accepter d'avance toutes ses mesures sans les discuter.

Ainsi je reconnaitrais avec l'honorable Premier, que la loi qui concerne les magistrats stipendiés, est susceptible d'être modifiée ; mais je ne suis pas prêt à dire qu'elle doit être complètement abrogée. C'est un système qui sur le tout a bien fonctionné, et au moyen duquel la justice a été efficacement administrée dans les endroits les plus reculés de notre province. Il est des Districts où il sera très difficile, sinon impossible, de remplacer avantageusement ces magistrats ; et avant de me lier à voter pour l'abolition de ce système, il faut que l'on me montre comment on le remplacera. Avant de démolir, il faut savoir si l'on pourra reconstruire.

Quant aux modifications qui seront apportées dans la constitution du Conseil Législatif, il est difficile d'exprimer aucune opinion pour le moment. Dans ses observations, l'honorable Chef du gouvernement est resté dans un mutisme prudent à l'égard de ces changements, et comme de ce côté, nous

n'avons pas de programme à lui préparer, j'attendrai qu'il ait annoncé le sien, pour exprimer ma pensée sur cette question.

Ces deux mesures sont les plus importantes, et je pourrais dire les seules importantes de l'adresse en réponse au discours du trône ; et je ne serais pas surpris, M. l'Orateur, que si le gouvernement se maintient au pouvoir, nous n'en entendrions plus parler avant longtemps. On les a introduites dans l'adresse parcequ'il fallait trouver quelque chose de nouveau à dire après les grandes promesses que le gouvernement a faites durant les dernières élections. Mais l'on n'a pas l'intention de les amener devant la Chambre durant cette session. Ce que l'on veut, c'est de se maintenir au pouvoir tout aussi longtemps qu'il le faudra en vue des élections fédérales, et rien autre chose pour le moment ; sauf à faire plus tard telles combinaisons que l'on croira, je ne dirai pas convenables, mais prudentes, pour assurer au parti libéral dans la Province, un gouvernement qui possède plus d'éléments de vitalité, que celui du jour. Sans être prophète, je crois que l'on peut dire en toute sûreté, qu'il en sera des grandes mesures annoncées dans l'adresse, comme de la question des inspecteurs d'écoles, à propos de laquelle on a fait tant de bruit dans toutes les parties de la Province durant les dernières élections, et sur laquelle on a jugé prudent de ne rien dire dans l'adresse.

Si l'on excepte les paragraphes de l'adresse qui concernent le Conseil Législatif et les magistrats stipendiés, on ne trouve comme mesure de quelque signification, que celle qui se rattache à la commission du chemin de fer que le gouvernement supprime. Or, M. l'Orateur, le gouvernement ne peut

pas réclamer le mérite de cette mesure. Elle n'est que la mise à exécution de la politique annoncée à la dernière session par l'ancienne administration. L'adresse ne contient en réalité, à part quelques promesses que l'on n'a pas l'intention de tenir, que des phrases sonores et séduisantes peut-être pour des novices en politique, mais vides de sens pour ceux qui ont assisté aux luttes parlementaires des années dernières et suivi la politique des ministres du jour lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

L'Honorable Premier nous dit que la motion du chef de l'opposition implique une admission de sa politique ! Elle ne comporte pas ce sens, M. l'Orateur ; mais en supposant que tel serait le cas, nous n'admettrions rien de bien compromettant pour le pays. A tout événement en ce qui me concerne, je fais mes réserves et veux être prudent. *Times Danes et donc félicités.*

L'Honorable Premier se réjouit à tort quand il affirme que nul d'entre nous n'aurait été élu, s'il n'avait accepté la politique de son gouvernement. Qu'il veuille bien compter les divisions électorales de la Province, et il trouvera toujours que nous sommes trente-quatre contre trente et un. Il connaît mieux que personne le terrain sur lequel les deux partis se sont rencontrés. Jamais depuis longtemps le peuple n'avait eu à se prononcer sur des questions aussi importantes ; et pour ne parler que du district de Montréal, si la lutte a été vive, nous avons du moins la

satisfaction de dire qu'elle a été éclairée et digne, et qu'elle n'est pas généralement sortie du domaine de la politique. Les deux partis se sont présentés franchement sous leurs couleurs, et se sont mesurés sans déguisement.

Quel a été le résultat du combat ? Demandez-le, M. l'Orateur, aux comités de Chambly, Beauharnois, Berthier, Soulanges et Rouville. L'Association Conservatrice pour le district de Montréal, se compose de vingt-huit comités, et sur les vingt-huit nous en avons remporté 18. Et cependant dans tous les comités, le gouvernement actuel et sa politique avait été condamnés par chaque candidat conservateur. A Sherbrooke, l'hon. M. Robertson était élu par acclamation. Il en était de même pour vous aux Trois-Rivières, M. l'Orateur, et pour moi à Laval. Et cependant, M. l'Orateur, nous avons tous trois condamné le coup d'Etat ainsi que la politique du cabinet du jour ! Vous êtes allés plus loin que nous, M. l'Orateur, vous avez fait une profession de foi par écrit, qui restera dans l'histoire pour attester de la fermeté de vos convictions et de la sincérité de vos promesses. Et après cela, l'hon. Premier a le courage de nous dire que nous devons nous saluer à sa politique.

L'hon. Premier a évidemment mal fait ses calculs, sans quoi il n'aurait pas hasardé cette assertion. Trois des anciens ministres, a-t-il ajouté, sont restés sur le champ de bataille, tandis que tous ses collègues ont été élus. Cela est vrai ; trois des anciens ministres ont été battus, et je le déplore avec la grande majorité du pays. Mais on sait maintenant pourquoi et comment. Un félon lançait contre l'un d'eux une accusation infâme au dernier ; et il était trop tard pour qu'il put se défendre. La corruption et la fraude, s'il faut en croire des rapports que l'on dit bien accrédités, nous privaient des deux autres. Mais si je jette un coup d'œil sur les baguettes ministérielles, j'y vois des ministres que je ne suis pas sûr d'y contempler longtemps. L'on vient de m'apprendre que l'élection de trois de ces

honorables messieurs vient d'être contestée. Trois contestations l'éllection le même jour; il faut avouer que cela n'est pas amusant.

Voyons maintenant si l'Hon. Premier a bien raison de se réjouir de l'éllection de tous ses collègues. Pour commencer par l'honorable ministre qui siège à la droite du procureur-général, il représente un comté où ce ne sera peut-être pas toujours gai pour lui. Sa majorité est facile à compter, et certains disent que la voix prépondérante qui le maintient temporairement à son siège, aurait dû être comptée en faveur de son adversaire. Les tribunaux nous diront bientôt ce qui en est.

Quant à l'Hon. Trésorier, on raconte que soixante et dix-sept noms auraient été détachés par la Cour de la liste électorale sur laquelle il a pris sa majorité de 69. Heureusement pour lui, le jugement n'a été rendu qu'après l'éllection. Je prie l'Hon. Premier de vouloir bien attendre pour se réjouir de cette éllection, que les tribunaux aient prononcé sur la contestation qui vient d'en être faite.

J'aurais oublié, M. l'Orateur, le troisième collègue, l'Hon. Premier, que nous pourrions bien aussi avoir la douleur de perdre avant longtemps. L'honorable commissaire des terres sait sans doute de qui je veux parler. Je ne sais si cela est vrai, mais la renommée dit qu'en comptant les bulletins, on se serait trompé et que pour lever tout doute, on aurait compté plus de bulletins qu'il n'y avait d'électeurs sur la liste. L'erreur n'est pas très-grande, mais elle est proportionnée à la majorité. Elle fait toutefois une différence qui n'est pas sans quelque importance : c'est que son adversaire aurait dû être élu à sa place. La justice s'enquiert de cette éllection comme des deux autres; et nous saurons bientôt ce

qui en est de cette erreur de calcul que les âmes charitables croiront être purement accidentelle.

Quant à la représentation elle-même dans cette Chambre, je l'ai déjà dit M. l'Orateur : sa majorité est hostile au gouvernement actuel. Si tous restent fidèles à leurs électeurs, nous sommes 34 contre 31.

Lorsque l'Honorable Premier nous délègue de comparaitre de nouveau devant nos électeurs, nous pouvons lui répondre sans crainte que son succès ne nous effraye pas; car malgré votre éllection, M. l'Orateur, il reste encore dans le pays trente-quatre comtés pour blâmer comme vous le faisiez vous-même, le coup d'Etat et la politique du gouvernement dont il nous a dotés.

L'Honorable Premier a parlé d'une excursion aux Trois-Rivières. Je ne sais, M. l'Orateur, à quel il a voulu faire allusion, mais si l'objet de cette excursion était d'aller chercher la Requête que l'on m'a remise il y a un instant, par laquelle il apprend que plus de sept cents électeurs de cette ville enjoignent à leur député de repudier la candidature au siège de l'Orateur; on devra avouer que l'allusion de l'honorable chef du gouvernement n'a pas été heureuse.

Je regrette que l'Honorable Monsieur ait introduit dans ce débat un élément de discussion que nous devrions tous éviter. Il s'est plaint que durant les élections on avait fait appel aux préjugés religieux contre lui.

Je dois déclarer, M. l'Orateur, que les catholiques dans le district de Montréal, n'ont été mus par aucun sentiment de cette nature. Les élections s'y sont faites loyalement et sur le mérite politique des candidats et du parti auquel ils appartenaient. Mais puisqu'on a voulu

signaler un appel aux préjugés religieux je dois, en justice pour mes co-religionnaires, déclarer que le signal n'a pas été donné par eux. Si dans certaines parties de la province, des catholiques ont pu s'abstenir de voter pour le gouvernement parce qu'ils ont cru qu'il est possible qu'il n'y a que justice à dire que dans d'autres parties, les conservateurs protestants ont voté contre nous, parce qu'il n'était pas catholique; et je n'apprends rien de nouveau à cette honorable chambre en le disant. Encore une fois, je regrette d'avoir été amené sur ce terrain; je ne m'y serais pas placé sans la déclaration injuste et imprudente de l'Honorable Premier. Mais je ferais à mon devoir si je ne relevais cette assertion que je crois fondée sur de fausses informations, et si je ne déclarais que si toutefois il y a eu faute en faisant appel aux préjugés religieux, cette faute a été largement partagée par les co-religionnaires de l'honorable monsieur.

M. l'Orateur, je dois demander à cette Honorable Chambre, pardon d'avoir retenu si longtemps son attention, sur des faits qui ne se rapportent pas directement à la question. Ayant pris la parole après l'honorable chef du gouvernement, j'ai dû le suivre dans la discussion et m'efforcer de défendre nos amis de la gauche contre ses attaques. Elles étaient nombreuses, et c'est là ma seule excuse.

J'en viens maintenant à la question constitutionnelle sur laquelle l'Honorable Premier m'a dit que quelques mots, laissent, je suppose, à ses collègues, le soin de lui donner plus de développements. Dans le cours de ses remarques, il a exalté les hautes capacités de Son Excellence le hien tenant-gouverneur; son dévouement aux intérêts du peuple et la preuve qu'il

en a données par le coup d'Etat. Personne, M. l'Orateur, ne me les hautes capacités de Son Excellence non plus que sa fermeté et son énergie. Mais la reconnaissance ne nous oblige pas comme l'Honorable Premier à reconnaître qu'en choisissant pour aviseurs les ministres actuels, Son Excellence a agi dans l'intérêt du peuple. Si nous nous entendons avec l'Honorable Premier pour protester de notre respect envers la personne du représentant de Sa Majesté, nous différons essentiellement d'avec lui dans la manière de comprendre les intérêts du peuple.

Je crois qu'il y a eu abus de la prérogative royale et violation des principes qui font la base du gouvernement responsable; et je ne puis pas reconnaître qu'il puisse en résulter du bien pour le peuple. S'il est vrai, comme le député de Mégantic l'a reconnu, que le principe du gouvernement responsable, est que la majorité seule doit tenir le pouvoir; si d'un autre côté il est également vrai que le peuple ne veut pas être privé d'aucun des droits qu'il possède sous cette forme de gouvernement, comment est-il possible de croire qu'en chassant la majorité du pouvoir, pour y introduire la minorité, on ait compris sainement les intérêts du peuple? Son droit le plus cher, celui dont il est le plus fier, c'est de contrôler lui-même dans la chambre de la nation, la politique générale du pays, par la voix des représentants de son choix.

En renvoyant ses ministres responsables lorsqu'ils possédaient sa confiance et en leur retirant un mandat qu'il désirait leur continuer, n'a-t-on pas enfreint ce droit et restreint sa liberté? Le peuple désigne lui-même les partis qui doivent tenir à leur tour les rênes

du pouvoir. On a vu souvent les partis se succéder les uns aux autres, essayer leur politique nouvelle; mais invariablement, c'était le parti le plus faible qui cédait au parlement le pouvoir au parti le plus fort. Il n'y a pas d'exemple dans notre histoire parlementaire qu'un parti qui commandait en chambre une majorité suffisante pour conduire efficacement les affaires du pays, se soit retiré pour céder le pouvoir à la minorité. On ne l'aurait pas osé, parce que c'eût été méconnaître les droits de la majorité des électeurs.

Dans le cas actuel, on a avisé le lieutenant-gouverneur à renvoyer du pouvoir le parti conservateur lorsqu'il composait les deux tiers de la chambre, et à se constituer ainsi le juge suprême des intérêts du peuple, en désignant lui-même et sans le consulter, le parti qui devait régner. En le faisant, M. l'Orateur, on a méconnu la constitution et les droits des électeurs. En présence de la majorité qui, la veille encore, s'était affirmée en chambre par un vote de vingt-cinq, on ne pouvait sans violer les principes les plus élémentaires du gouvernement responsable, aviser Son Excellence à démettre ses ministres sans un appel préalable au peuple. On s'est écarté de cette règle. Il y a eu dissolution, il est vrai; mais dans l'intervalle on avait placé la minorité au pouvoir; et c'est à son profit que la dissolution avait lieu. Le droit des électeurs aurait été de maintenir les anciens ministres au pouvoir, dans le cas où ils auraient approuvé leur politique. Le coup d'Etat leur a enlevé ce droit; et c'est cela, M. l'Orateur, ce qui, suivant moi, constitue un abus de la prérogative royale et un empiétement injustifiable sur les libertés du peuple.

L'Honorable Premier le comprend ainsi, puisqu'il reprochait,

cet après-midi à l'honorable M. de Bouchéville de n'avoir pas avisé Son Excellence sur le choix de son successeur.

Il est en effet d'usage, M. l'Orateur, que le Premier ministre, en se retirant du pouvoir, avise le souverain sur le choix de son successeur; mais cela ne se pratique que dans le cas de résignation et de défaite au parlement; parce que dans un cas comme dans l'autre, il n'est pas censé avoir perdu la confiance du souverain. Mais cela ne se fait pas, dans le cas de démission du pouvoir, parce qu'en renvoyant son ministère, le souverain lui retire par là même sa confiance.

Le devoir des aviseurs de Son Excellence était tracé d'avance. On savait de quel côté était la majorité, et si l'on veut respecter la constitution, on aurait avisé Son Excellence à choisir dans ses rangs, les successeurs des ministres démis.

Au reste, l'assertion de l'Honorable Premier n'est pas exacte en fait. Si l'on consulte le membre officiel de la correspondance échangée entre Son Excellence et son premier ministre à l'occasion du coup d'Etat, on verra que l'Honorable de Bouchéville, a indiqué à Son Excellence, la voie qu'il avait à suivre constitutionnellement. Tout en lui déclarant qu'il ne croyait pas pouvoir l'aviser sur le choix de son successeur, vu qu'il ne possédait plus sa confiance, il a ajouté qu'il avait eu sur un dernier vote, une majorité de vingt-cinq voix; enseignant ainsi à Son Excellence ce qu'elle avait à faire; lui indiquant le parti dans les rangs duquel il devait suivre la constitution, choisir ses nouveaux aviseurs.

Ainsi, M. l'Orateur, je crois que j'avais raison de dire il y a quelques instants, que c'est se méprendre étrangement sur les droits et

les intérêts du peuple, que de dire qu'en le privant du droit de réclamer un gouvernement de son choix, les aviseurs de Son Excellence ont agi par dévouement pour lui. Si l'on voulait être plus exact, on remplacerait le nom du peuple par celui du parti. Les théories de l'Honorable Premier, n'en seraient pas plus exactes, mais elles seraient peut-être plus excusables.

J'ai entendu M. l'Orateur, bien des théories sur cette question; mais la théorie qui m'a paru la plus généralement acceptée par les honorables députés de la droite et leurs amis, c'est celle qu'ils infèrent de la clause de l'acte de 1867 qui donne au Lieutenant-gouverneur le droit de nommer ses ministres et de dissoudre le Parlement. Se fondant sur cet axiome de droit commun, que quiconque a le droit de nommer a le droit de démettre, ils concluent que le Lieutenant-Gouverneur avait le droit de renvoyer ses ministres et dissoudre les chambres suivant son bon plaisir.

Il est bon de dire de suite, que mes honorables amis ont mal lu cette clause de l'acte de 1867, et qu'ils n'ont pas remarqué la différence essentielle qui existe dans les pouvoirs qu'elle confère. Cette disposition de l'acte concerne non-seulement le Lieutenant-gouverneur, mais aussi le Gouverneur Général. Elle accorde aux deux, les mêmes pouvoirs, quant au droit de nommer leurs ministres et de dissoudre les chambres; mais quant il s'agit de les démettre, elle ne confère de pouvoirs qu'au Gouverneur Général. Pas un mot quant au Lieutenant-Gouverneur; et l'on comprend facilement pourquoi l'on n'a pas poussé plus loin la délégation du pouvoir; les lieutenants Gouverneurs n'étant eux-mêmes que des officiers du gouvernement fédéral nommés sous son bon plaisir.

D'un autre côté certains adversaires du coup d'Etat ont prétendu à l'encontre de cette théorie, que les pouvoirs des lieutenants-gouverneurs étaient limités par leurs instructions et par l'acte de 1867; et que cet acte ne leur conférait pas comme au Gouverneur Général le droit de démettre, ils devaient s'en tenir à la disposition de la loi qui

les oblige à gouverner par l'avis de leurs ministres. Cette opinion est partagée par les hommes les mieux renseignés sur notre droit Constitutionnel, et je la crois exacte parce que abstraction faite des dispositions particulières de l'acte de 1867, elle est conforme aux principes de la Constitution Anglaise.

Mais sans aller plus loin dans cette théorie, est-il bien vrai de dire que le pouvoir de nommer comprend nécessairement celui de démettre, et cet axiome est-il bien applicable aux principes du gouvernement responsable. Je ne le crois pas, M. l'Orateur, et pour la raison suivante; c'est qu'il n'est pas strictement exact de dire que le choix des membres appartient exclusivement au Souverain. Il est vrai qu'il les choisit et les désigne; mais son choix n'est pas définitif parce qu'il est subordonné à la ratification du peuple. Il lui désigne les hommes qu'il croit les plus capables de l'aviser, mais le peuple est libre de confirmer ou de répudier ce choix. C'est virtuellement le peuple qui les nomme; sans sa ratification, le choix du Souverain serait illusoire.

La théorie des honorables députés de la droite me paraît à cet égard très bonne; et je les aviserai d'en chercher une autre plus certaine.

Quant au droit que possède Son Excellence de dissoudre le Parlement, je ne le nie pas. Mais ce que je dis et prétends, c'est que la dissolution des chambres en mars

dernier, a eu lieu contrairement à tous les usages constitutionnels et parlementaires. Du droit de dissoudre le Parlement au droit de choisir un gouvernement dans la minorité avant la dissolution, il y a loin. Si le Lieutenant-Gouverneur croyait que ses ministres, quoique possédant la confiance de la majorité de la Chambre, avaient démenti de celle de la majorité des électeurs, il devait dissoudre les chambres et les renvoyer au peuple sur les mesures mêmes que Son Excellence condamnait, et non pas placer dans l'intervalle, la minorité au pouvoir. Le peuple aurait exprimé son opinion sur ces mesures, et si cette opinion avait été favorable aux ministres, le Lieutenant-Gouverneur aurait été obligé de se soumettre ou de se démettre. Dans le cas contraire, un nouveau gouvernement aurait été formé dans une nouvelle majorité, et les droits du peuple auraient été respectés.

C'est là, M. l'Orateur, mon interprétation des dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, qui concernent les pouvoirs des Lieutenants-Gouverneurs de la Puissance, et je ne crois commettre aucune hérésie légale ou historique, en disant que ce statut ne comporte aucune innovation aux usages constitutionnels et parlementaires anglais, et ne fait aucune exception aux principes du gouvernement responsable.

J'ai dit, il y a quelques instants, que je croyais avoir le grand nombre, que les pouvoirs des Lieutenants-Gouverneurs de la Puissance étaient limités et restreints par les termes mêmes de leurs instructions et de l'Acte de 1867, et qu'ils n'avaient pas l'exercice de toutes les prérogatives royales. En supposant que cette prétention ne soit pas correcte, et admettant qu'ils ont en principe le droit de démettre leurs ministres, je prétends, M.

l'Orateur, qu'il y a eu dans les circonstances actuelles, abus de ce pouvoir, et cela pour deux raisons : premièrement parce que les mesures pour lesquelles les ministres ont été démis, étaient des lois de politique générale sur lesquelles la Chambre seule avait le contrôle, et ne nécessitaient pas la sanction préalable de Son Excellence; et en second lieu, parce que ces lois ayant été votées par les deux chambres, le Lieutenant-Gouverneur devait les sanctionner ou les réserver.

Le souverain doit être consulté sur les mesures nouvelles d'une grande importance et sur celles qui concernent les finances. Quant aux impôts, ils sont sous le contrôle absolu du parlement, le droit de taxer étant un don du peuple. La Couronne demande l'argent et les Communes l'accordent. Et comme on le sait, la couronne n'agit que sur l'avis des ministres responsables. *For it must be observed, dit Todd, vol. 1 p. 245, of all the royal prerogatives, that they are held in trust for the benefit of the whole nation, and must be exercised in conformity with the constitutional maxim, which requires that every act of the royal authority, should be performed by the advice of Councillors who are responsible to Parliament and to the tax of the land.*

Ainsi, lorsque les chambres ont voté des impôts pour répondre aux besoins du pays, sur la demande des ministres, il n'y a plus lieu à l'intervention du souverain. Voici ce que dit à ce sujet May, page 481, édition de 1856 :

La Couronne, agissant par ses ministres qui ont le pouvoir exécutif, est chargée de l'administration de tous les revenus de l'Etat et de tous les paiements pour services publics. En conséquence, la Couronne doit d'abord connaître les besoins pécuniaires du gouvernement, et les Communes accordent les subventions nécessaires pour rencontrer ces demandes : et par les taxes ou par l'appropriation d'autres sources de revenu

public, avisés aux voies et moyens pour obtenir les subventions ainsi accordées. Ainsi la Couronne demande de l'argent : les Communes l'accordent et les Lords l'approuvent. Mais les Communes ne votent pas d'argent, à moins que la Couronne ne le demande ; ni n'impose de taxes, à moins que ce soit nécessaire pour subvenir aux subventions accordées et pour suppléer au déficit général dans le revenu. LA COURONNE N'A AUCUNE AFFAIRE DANS LA NATURE OU LA DISTRIBUTION DES TAXES ; mais le fondement de toute taxe parlementaire, est sa nécessité pour le service public, tel que déclaré par la Couronne par l'entremise de ses avocats.

La loi qui concerne les chemins de fer est celle qui a servi de prétexte aux aviseurs de Son Excellence pour le renvoi de ses ministres. Je réplique que cette loi n'avait pas besoin de la sanction préalable de Son Exc. avant d'être introduite en Chambre, parce qu'elle ne réclamait aucune appropriation des deniers publics, n'affectait aucuns droits acquis, et n'était que la confirmation de législations antérieures. Elle n'impose aucunes charges nouvelles, et ne fait que régler le mode d'exécuter des contrats entre le gouvernement et les municipalités. Ces municipalités ne sont pas appelées à payer plus que le montant de leur souscription, et il est formellement déclaré qu'elles ne seront ni en demeure de payer, que lorsque toutes les conditions sous lesquelles elles ont souscrit, auront été accomplies. Les délais durant lesquels elles devaient s'acquitter sont expirés depuis longtemps, et on les prolonge. Jusqu'à là, on ne peut certainement pas dire que cette loi affecte des droits acquis. En quoi serait-elle donc inconstitutionnelle car c'est ainsi qu'il la qualifie ? C'est parceque, dit-on, les municipalités endettées seront privées du droit de se défendre devant les tribunaux.

On oublie que la loi en question ne contient à cet égard aucune disposition nouvelle, car par l'acte de

1875 que ces mêmes municipalités ont sollicité et approuvé, elles s'étaient elles-mêmes départies du droit de se plaindre de l'exécution des conditions de leurs règlements. J'injurie mes honorables amis à consulter le chapitre 2 du statut de 1875 de Québec, et ils y liront la section suivante :

Les municipalités qui ont fait tels octrois ou souscrit au dit stock, ne seront pas admises à plaider par exception ou pour modifier leurs règlements, le laps de temps, ou la négligence de la part de la compagnie ou d'aucune d'elles à remplir les conditions ou aucunes des conditions sous lesquelles les dits octrois ou souscriptions de stock ont été faits, et les dits règlements sont par les présentes déclarés obligatoires, légaux et effectifs pour toutes fins que de droit ; et les dits corporations seront respectivement liées et obligées d'exécuter, émettre et délivrer ou trouver le montant total de leurs dits bons et débentures dont l'émission est autorisée par tels règlements et le trésorier pourra quand la chose sera nécessaire et selon le cas, négocier tels bons ou débentures. (Vic. chap. 2.)

L'obligation des municipalités de payer leurs souscriptions a été confirmée par l'acte de Québec de 1876 sans protestation de leur part. Je veux parler de l'acte concernant le fonds consolidé des chemins de fer qui déclare que les souscriptions municipales feront partie de ce fonds. C'est donc une erreur de dire qu'on les a privées de droits acquis.

Ceux qui sont remontés jusqu'à la Grande Chartre pour trouver la source des droits de ces municipalités sont allés beaucoup trop loin. En s'arrêtant à la législation de 1872, confirmée à Ottawa en 1873, et ratifiée par les municipalités elles-mêmes en 1875 et 1876 par divers actes du Parlement, ils se seraient évités des recherches et des fatigues inutiles. A ces grands bruits de circonstance, je dirai pourtant qu'ils n'ont pas indiqué la véritable source des droits et libertés populaires. La Grande Chartre avait pour objet de mettre un

frein aux empiètements du souverain qui, à cette époque s'arrogeait le droit de disposer en maître absolu de la propriété de ses sujets.

Neither His Majesty nor His Privy Council have or ought to have any jurisdiction, power or authority in any arbitrary way to determine or dispose of the lands tenements, goods or chattels of any of the subjects of this Kingdom.

Cette disposition de la Grande Charte ne laisse aucun doute qu'il ne s'agit que de l'action personnelle du souverain.

Quant au Parlement, il a toujours été comme aujourd'hui, le plus haut tribunal du pays, et n'a jamais perdu un instant le pouvoir de législater sur la propriété des citoyens.

Au reste, la loi des chemins de fer ne contient aucune innovation dans notre législation. Nos statuts sont remplis de lois semblables. Je pourrais citer des honorables amis au chapitre 56 de la 22e Victoria (1859) qui concerne le remboursement des sommes avancées aux municipalités pour la construction des palais de justice. Ils y verront que pour éviter les retards résultant des poursuites, le Parlement décréta que les sommes dues seraient recouvrables sans formalité de procès, comme des taxes municipales. L'ancien acte des municipalités, et après lui le Code Municipal, contiennent des dispositions analogues. Le chapitre 83 des Statuts Révisés du Bas-Canada autorise le shérif à percevoir par voie de saisie, sans qu'il y ait en des poursuites préalables, les sommes d'argent dues au trésor, et cet acte s'applique aux emprunts faits dans le Haut-Canada pour aider à la construction des chemins de fer.

En 1873, le Parlement d'Ontario passa une loi en tous points analogue à celle-ci.

Je termine, M. l'Orateur, mes remarques sur cette partie de la question, en répétant que l'acte des chemins de fer n'était pas inconstitutionnel comme on l'a dit, mais ne faisait que confirmer une législation antérieure que les parties intéressées avaient elles-mêmes sollicitée et ratifiée; qu'elle ne retirait aucun octroi d'argent, n'imposait aucune charge nouvelle, et n'affectait point des droits acquis; que son seul objet était de mettre à exécution d'une manière prompte et efficace, des contrats antérieurs que la mauvaise foi des uns et la négligence des autres auraient rendus sans effet.

Je ne pourrais faire mieux, M. l'Orateur, pour clore mes remarques là-dessus, que d'emprunter à l'honorable député d'Yamaska, la citation qu'il a faite de Demolom, *be*, Vol. 1er, Nos. 56, 57 et 59 :

Il est vrai que la loi nouvelle peut régler le mode d'exécution des contrats antérieurs, et quelques fois même, soumettre l'exercice et la conservation des droits antérieurement acquis à des diligences, à des formalités par elle introduites, telle qu'une inscription hypothécaire, un inventaire, etc. Mais il faut pour qu'une telle application soit exempte de rétroactivité, qu'il ne s'agisse, en effet, que du mode d'exécution, et que, au lieu de régler seulement on ne crée pas une condition résolutoire dans un contrat antérieur pur et simple.

On a proposé, à cet égard, une discussion entre les effets et les suites d'un contrat. Les effets restent toujours régis par la loi en vigueur à l'époque du contrat; et les suites, au contraire, par la loi nouvelle.

Mais il est essentiel de ne pas confondre le fond avec la forme, le droit lui-même avec l'exercice du droit, ce qui est enfin distinctif avec ce qui n'est que *ordinatum*. En effet, ce qui concerne la forme de procédure est régi, même à l'égard des droits antérieurement acquis, par les lois en vigueur à l'époque où ces droits sont exercés. On ne peut pas dire que les particularités ayant spécialement en vue les formalités de procédure et d'exécution telles qu'elles étaient régies par les lois, au moment où leurs droits et obligations ont pris naissance.

J'ai mis comme seconde proposition M. l'Orateur, que lorsque des lois avaient été discutées et votées par les deux branches populaires de la législature, elles devaient suivre les usages constitutionnels, recevoir la sanction du représentant de Sa Majesté, sauf la case de réserve pour la sanction du Gouverneur-Général. Et on l'a si bien compris que l'une des lois qui a motivé le renvoi d'office du cabinet de Boucherville, a été plus tard réservée par le Lieutenant-Gouverneur, tandis qu'il sanctionnait l'autre, donnant à cette chambre la preuve d'un fait que chacun ne pouvait s'empêcher de soupçonner, c'est que les aviseurs de Son Excellence, n'avaient en lui consultant le coup d'Etat du 2 Mars, que des intérêts de parti à servir.

L'axiome qui sous notre régime constitutionnel, le Roi régit mais ne gouverne pas, reçoit son application la plus entière et la plus absolue dans toutes les mesures qui sont de la juridiction immédiate du Parlement; car c'est le peuple qui par la voix de ses représentants de son choix, y commande. M. l'Orateur, l'honorable député de Gaspé, a émis sur le gouvernement responsable, une théorie tout à fait nouvelle. Les dix branches de la Législature ne seraient suivant lui, que l'organe tempérament des volontés du Souverain. Maître absolu des destinées de son peuple, il serait la source unique de toute autorité, et la mission du Parlement se bornerait à modéliser ses décrets, de manière à les mettre en harmonie avec les besoins du peuple.

C'est suivant moi, M. l'Orateur, le renversement des principes les plus élémentaires du gouvernement responsable. J'invierti là-dessus, l'honorable député à lire avec moi une page de Remusat

sur l'Angleterre au XVIIIème siècle, et il se convaincra facilement de son erreur. C'est la page 24 :

Dans la Monarchie Anglaise, on peut remarquer deux points caractéristiques. D'abord aucun des principes qui la constituent n'est absolu, pas même celui de l'hérédité royale; il est ainsi que tant de choses, subordonnées à la nécessité d'état, il est de comme tout autre quand un intérêt plus grand et plus sacré que celui de la stabilité en exige le sacrifice. *Après avoir parlé, il n'y a qu'un principe souverain, c'est que la nation Anglaise n'est gouvernée et constituée que par principes.* Encore ce principe est-il limité par d'autres, les droits des citoyens, par exemple, tels qu'ils résultent de la loi commune. En second lieu, rien dans l'ensemble de la constitution n'est purement spécial. Tout principe est identifié avec de certaines formes, attesté par de certains faits qui le convertissent en vérité légale et en vérité historique. L'insurrection même du peuple dans ses affaires n'est pas le dogme abstrait de sa souveraineté ou le simple fait du suffrage universel; c'est l'intervention sous forme représentative, consacrée par la pratique des siècles, expliquée par des antécédents insurmontables, régularisée par l'expérience et développée par la civilisation; en telle sorte que la série des actes ainsi manifestés forme toute la constitution ou la loi commune dans l'ordre politique. La charte de l'Angleterre est une compilation.

Voici comment Fishel, sur la Constitution Anglaise, vol. 1, p. 214, s'explique sur l'intervention du souverain dans les matières qui sont du ressort du Parlement, et l'on verra combien on est loin de la doctrine du député de Gaspé : « Aucun acte du parlement, dit

l'auteur, n'acquiert force de loi sans l'assentiment royal; mais celui-ci n'a plus été refusé depuis l'établissement du régime parlementaire. » Il cite à ce propos l'extrait suivant du discours de Barnard à l'assemblée nationale française, le 17 août 1790 : « D'après le principe de tout gouvernement libre, consacré par l'Angleterre, aucune proposition ne doit être faite au nom du roi, parce que le profond respect des législateurs

pour le chef du pouvoir exécutif, pourrait influer sur leurs délibérations."

Le même auteur nous dit à la page 36 du même volume : "La constitution anglaise telle qu'elle nous paraît aujourd'hui, comme résultat de toutes les phases de son développement, nous montre le pouvoir royal positivement en déclin, quant à l'usage de fait de sa prérogative. Le gouvernement de l'Etat, incombé de nos jours, non plus à des serviteurs de la Couronne, mais à un comité tiré du sein de la majorité du Parlement, au cabinet, en un mot."

Je citerai, M. l'Orateur, un autre écrivain en grande réputation, et je le prends comme dans les deux précédents parmi les contemporains ; car je crois que si l'on veut avoir sur la constitution anglaise des appréciations sûres, c'est aux contemporains qu'il faut s'adresser. Rien n'est fallacieux et propre à égarer l'esprit et fausser le jugement comme ces recherches à travers les époques les plus reculées, pour y trouver des précédents isolés qui, le plus souvent, ne peuvent être d'aucune application, les faits, les circonstances et surtout les mœurs du peuple n'étant plus les mêmes. C'est par l'ensemble de ces précédents et non par les citations isolées, que l'on peut en faire, qu'il faut apprécier la question qui nous occupe ; et pour cela, M. l'Orateur, nous ne saurions mieux faire que de consulter les autres écrivains de nos jours. Tous s'accordent à dire, que depuis que le régime parlementaire a obtenu sa perfection, l'usage de la prérogative royale en ce qui concerne les lois qui sont du ressort du parlement, est tombé en désuétude. Freeman, sur la constitution anglaise, page 115, dit : "It is plain, at a moment's glance, that the practical power of the crown, is not

what it was in the reign of William the third or even in that of George the third. But the change is due, for less to changes in the written law, than to changes in the unwritten constitution. The law leaves the powers of the crown untouched, but the constitution requires that those powers should be exercised by such persons and such a manner as may be acceptable to a majority of the House of Commons. In all these ways in a manner silent and indirect, the Lower House of Parliament, as it is deemed in formal rank, has become the really ruling power of the nation."

A la page 113, du même auteur, on verra l'application qu'il fait de ce principe en ce qui regarde les lois qui ont été sanctionnées par le Parlement : "The law indeed secures as against arbitrary legislation, against the repeal of any old laws, or the enactment of any new ones, without the consent of both Houses of Parliament. But it is the unwritten constitution alone which makes it practically impossible for the Crown to refuse its assent to measures which, have passed both Houses of Parliament, and which in many cases makes it almost equally impossible to refuse the prayer of an address sent up by one of those Houses only. It makes it also practically impossible for the Sovereign to keep a minister in office, whom the House of Commons does not approve, or to remove a minister from office, when the House of Commons does approve."

A ce propos l'auteur commente le précédent de Pitt, sur lequel l'Honorable Premier semble s'appuyer pour justifier son usurpation du pouvoir. Pitt avait persisté à se maintenir au pouvoir pendant trois mois, malgré la majorité de la Chambre des Communes, attendant le moment propice

pour une dissolution. Cette dissolution eut lieu, et il revint des élections avec une très grande majorité, et non avec la minorité comme le gouvernement actuel. Cependant en Angleterre, on condamne aujourd'hui l'acte de Pitt. M. Pitt, dit l'auteur, page 201, "as it is well known, kept office in defiance of repeated votes of the House of Commons, and at last by a dissolution at a well chosen moment, showed that the country was on his side. Such conduct would not be deemed constitutional now, but the wide difference between the constitution of the House of Commons then and now should be borne in mind."

Je ne viendrais pas multiplier inutilement des citations, M. l'Orateur, mais comme l'Honorable Premier ayant invoqué l'opinion de May et de Todd, je me permettrai de dire à cet honorable monsieur, qu'il a cité des précédents maintenant condamnés et que ces auteurs, mêmes ne relatent que pour démontrer le changement qui s'est opéré dans les idées du jour. S'il eut voulu ouvrir May à la page 138, il y aurait lu que "les ministres jouissant de la confiance du parlement n'ont "jamais réclamé en vain la confiance de la couronne." Leurs mesures n'ont pas été combattues par des influences secrètes ou des avis irresponsables. Leur politique a été dirigée par le parlement et l'opinion publique, et non par la volonté du souverain et les intrigues de la cour, qui est, a été exercé de l'avis des ministres responsables "dans une forme constitutionnelle et pour des fins légitimes." On pourrait dire que c'est un trésor gardé en dépôt pour le plus grand bien du peuple."

J'inviterai de plus l'Honorable Premier à consulter Bowyer, page 165, et il trouvera que la doctrine que j'ai émise, savoir que lorsque, comme dans le cas actuel, des lois ont été votées par les deux Chambres, elles échappent au contrôle souverain, sauf les cas de réserve que j'ai déjà mentionnés. "Ainsi, dit cet auteur, en pratique le sort d'une mesure est presque toujours décidé avant de recevoir la sanction de la Couronne, en sorte que le refus de sanction n'est jamais requis, et que l'on n'y ait pas recours, attendu qu'il est contraire aux vœux du Parlement, conformément auquel le souverain de ce pays a le droit de gouverner. Quand un vote du Parlement est fait expressément pour la préservation des intérêts publics, ou la suppression de torts publics, et n'intervient pas dans les affaires de la Couronne, elle est réputée obligatoire pour le souverain comme pour les sujets."

Je ne saurais mieux terminer ces remarques, M. l'Orateur, qu'en citant les paroles de Son Excellence le Gouverneur-Général, que l'on dirait avoir été prononcées pour servir d'enseignements aux Lieutenants-Gouverneurs de la Puissance, et que je voudrais voir gravées en caractères ineffaçables sur les murs de Spencer Wood.

Voici ce que disait Son Excellence en 1873, au moment où il venait prendre possession de l'office importante que venait de lui confier sa souveraineté. Il s'agit alors comme aujourd'hui, de déterminer l'étendue des droits et privilèges du Parlement, ses rapports avec le souverain et de définir les cas où l'exercice de la prérogative royale pouvait être justifiable :

Messieurs, je comprends trop bien mon devoir pour laisser surprendre mon jugement ou mes sympathies par l'esprit de parti; mais, non, je ne pense et n'ai desiré que le bien-être de tout le Canada, et de maintenir son honneur, de travailler à sa prospérité, et non de servir avec lui, telle est ma seule ambition. Lorsque je cause avec vos hommes publics, il me arrive presque jamais de demander à quel parti politique ils appartiennent; je ne vois en eux que des personnes d'élevées chacune selon son mérite, en servant son pays. Ma seule étoile polaire, non visible dans l'accomplissement de mes devoirs et dans mes relations officielles avec les hommes publics, c'est le Parlement du Canada. (Applaudissements.) Le fait est que je suppose que je suis le seul en Canada dont la foi en la sagesse et l'infatigabilité du Parlement soit indestructible. — (Bière prolongée.) Chacun de vous, ne croit au Parlement qu'autant que le Parlement vous recon ses droits et ses convictions. — (Applaudissements et rires.) Moi, messieurs, je crois au Parlement sans m'occuper de quel côté il vote, et je ne donne ma confiance qu'aux seuls hommes que la volonté libre du Parlement confie au Canada, me donne comme conseillers responsables. (Applaudissements.) Qu'ils soient les chefs d'un parti ou d'un autre, peu importe; c'est là un fait indifférent au Gouverneur-Général. (Applaudissements.) Tant que le Parlement lui maintient au pouvoir, il est obligé de leur donner une confiance illimitée, de son rapport à leurs avis et à leur loyauté et de les écouter franchement de ses conseils. (Applaudissements.) S'il arrive que dans les vicissitudes des luttes de partis, ils sont remplacés par d'autres, (Rires.) il accueille leurs successeurs avec la même bienveillance et la même considération. (Applaudissements.) S'il a formé des liens d'amitié personnelle, il est libre de le conserver.

(Écoutez.) Comme tout étre raisonnable, il ne peut s'empêcher d'avoir des opinions sur la mérite des différents partis. (Beaucoup d'écoutez.) Mais ce n'est là des faits du domaine spéculatif, abstrait, et n'ayant aucun effet pratique sur les relations officielles. (Applaudissements.) Comme chef d'un État constitutionnel, engagé dans l'administration du gouvernement parlementaire, il n'a pas dans la politique, encore moins a-t-il besoin d'ennemis politiques. (Applaudissements.)

M. l'Orateur, on a cité un autre précédent qui est également condamné en Angleterre; c'est celui de Sir Robert Peel, qui aurait pris les répes du pouvoir lorsque son parti était en minorité dans le Parlement, et les aurait gardées pendant quelque temps. L'impossibilité où s'est trouvé Sir Robert Peel de conduire efficacement les affaires de son pays, et son essai infructueux, sont le précédent, le plus éloquent que nous fournisse l'histoire parlementaire anglaise, pour prouver la sagesse du principe que nous défendons, et que le Gouvernement a violé et viole chaque jour en se maintenant au pouvoir; c'est-à-dire que sous le gouvernement responsable le ministre doit être choisi dans la majorité de la Chambre et en doit garder le pouvoir qu'en attendant qu'il possède la confiance de cette majorité. Sir Robert Peel le reconnaissait lui-même, lorsqu'en 1841, il disait à propos de la tentative qu'il avait faite de se maintenir au pouvoir en dépit de la majorité du Parlement: "I do not believe that the constituencies of this country are so disqualified to form an opinion of the character, conduct and acts of public men. But this I am sure of, that their judgment must be decisive if you intend to retain the popular mode of government. There is no appeal from it. I might have said in 1835 (époque à laquelle il avait assumé le pouvoir en minorité) it is very hard to condemn me. I have brought forward no measures; it is very hard that the people should declare against me before I have an opportunity of explaining what I mean to do. What was your constitutional reply? The public are to judge of that; they have decided against you; you are

not to remain holding power and executing public trusts; the people are against you; you must submit to the people. That is the constitutional principle; and it is in deference to that principle, that we have moved the amendment, partaking, I trust, as little as possible of any unnecessary acerbity, but embodying an expression of the public opinion, which must be decisive. The result is expected to be the resignation of power by the present government."

Je réfère l'Hon. Premier au "Mirror" de 1841, débats du 27 mai, pour cette citation.

L'Hon. Premier a prétendu que la démission du cabinet DeBoucherville était justifiable, parce que Son Excellence n'avait pas été consultée sur l'introduction de la loi du chemin de fer et des subsides. Il y a là, M. l'Orateur, une matière de fait qu'il est bon de déterminer.

En référant à la correspondance qui accompagne l'exposé ministériel du 7 mars dernier, on verra que Son Excellence ne s'en va pas si loin, car il reconnaît que les ministres ont agi avec honneur et ont pu se croire autorisés à introduire ces lois. Son Excellence ne nie pas qu'il y ait eu des pourparlers égarés entre son premier ministre au sujet de l'acte des chemins de fer, et qu'elle ait donné son blanc-seing en réponse à la dépêche du procureur général, à propos de l'introduction des mesures concernant les finances.

Au reste, ces lois ont subi une discussion qui a duré trois semaines devant les chambres; et Son Excellence recevait chaque jour les votes et délibérations, et était informé de ces discussions. Il eût suivi les phases, sans que jamais il ait exprimé sa désapprobation.

Ses ministres, et la chambre elle-même, n'avaient-ils pas lieu d'interpréter ce silence comme une ratification et acceptation, complète et entière de ces deux mesures. Et s'il y avait place au doute sur cette ratification, on a pris le soin de faire disparaître ce doute, en avisant Son Excellence à sanctionner l'une de ces lois, après que l'on eût réussi à s'emparer du pouvoir.

Je termine maintenant, M. l'Orateur, ces remarques déjà trop longues. Je me suis borné à exposer les principes sur lesquels j'appuie pour condamner le coup d'État et l'usurpation du pouvoir commise au préjudice de la majorité des électeurs de cette province, laissant à ceux des honorables membres qui pensent comme moi, le soin de donner plus de développement à ces principes.

M. l'Orateur, nous étions la majorité lors de la prorogation des chambres, et nous sommes encore la majorité dans le pays. C'est le gouvernement de la minorité qui préside aux destinées de la province; et ce que nous demandons par notre motion, c'est que l'on consigne dans nos annales parlementaires, notre protestation solennelle contre cette violation outrageante des droits et des libertés du peuple. Quelque soit le sort du vote, nos électeurs nous sauront gré de nos efforts pour faire maintenir leurs droits, et le pays entier reconnaîtra que dans la grande crise que nous traversons, notre parti est resté fidèle à ses traditions de loyauté envers notre souveraine et de respect pour la Constitution dont elle a doté notre pays.

Le Très-Honorable Sir JOHN A. MACDONALD, C. C. B., D. C. L., (Oxon), L. L. D. C. R.—
PREMIER DU CANADA ET MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Celui que les vœux populaires viennent de placer de nouveau à la tête du gouvernement de la Puisseance du Canada, a déjà fourni une longue et brillante carrière. Intimement lié aux principaux événements de notre politique et aux luttes parlementaires qui ont eu lieu dans le cours des trente et quelques dernières années, son nom occupera une large place dans le récit des faits remarquables que l'histoire est chargée de consigner pour l'enseignement des générations qui nous succéderont.

Né à Kingston, le 11 janvier 1815, Sir John est le fils aîné de feu Hugh Macdonald, écuyer, et de Lady Southlandshire, Ecosse.

Il fit ses études à la "Royal Grammar School, Kingston," sous le professeur Wilson, membre agrégé de l'Université d'Oxford. Après avoir étudié le droit sous feu George McKennie, il fut admis au barreau de l'ancienne province du Haut-Canada en 1836. En 1846 il fut nommé Conseiller de la Reine. Il est le principal membre de la société Macdonald, Patton & Macdonald, avocats de Toronto.

La première épouse de Sir John, née Isabella Clark, fille de Alexander Clark, écuyer, de Dalvaen, comté d'Inverness, Ecosse, est morte en 1856. En 1867, il convola en secondes nocces avec Susan Agnes, fille de feu l'honorable F. J. Bernard, l'un des membres du Conseil Privé de Sa Majesté, de l'île de la Jamaïque.

Aimant les luttes politiques et très-bien doué, Sir John, dès ses débuts, acquit une brillante réputation d'orateur et en 1844, sa ville natale, Kingston, le choisit comme son représentant dans le parlement du Canada Uni. Lors de sa défaite le 17 septembre dernier, Sir John avait représenté sans interruption cette ville pendant 34 années.

A peine avait-il séjourné trois années, qu'il fut appelé à entrer dans l'administration de l'hon. M. Morris. Il fut assermenté comme ministre le 11 mai 1847 et le 10 mars 1848, le gouvernement dont il faisait partie dut abandonner les rênes du pouvoir. Du 11 septembre 1854 au 29 juillet 1856, il occupa un siège dans les cabinets de McNab-Morrin, Taché-Macdonald et Macdonald-Cartier. Quelques jours après la chute du ministère Macdonald-Cartier, l'hon. M. Cartier fut chargé de former une nouvelle administration et le 6 août 1858, le nouveau cabinet entra en fonction sous le nom de Cartier-Macdonald.

Ce cabinet résigna le 23 mai 1862. Depuis le 30 mars 1864 jusqu'à la confédération, il fut successivement partie des ministères Taché-Macdonald et Belieu-Macdonald.

Pendant les nombreuses années qu'il a fait partie des différentes administrations que je nous venons de mentionner, Sir John a été du 21 mai au 7 décembre 1847, Receveur-Général; du 7 décembre 1847 au 10 mars 1848, Commissaire des Terres de la Couronne; du 11 septembre 1854 au 29 juillet 1858, Procureur-Général pour le Haut-Canada. Le 29 juillet 1858, le cabinet ayant été battu sur la question du site du gouvernement, Sir John comme premier-ministre ainsi que ses collègues donnèrent leur démission.

De nouveau au pouvoir le 6 août 1858, Sir John fut d'abord Maître-Général des Postes, puis il abandonna le portefeuille, pour être Procureur-Général du Haut-Canada. En mai 1862, le gouvernement fut débaillé sur le bill de milices et résigna.

Sir George E. Cartier et Sir John furent les chefs de l'opposition jusqu'à la chute de l'administration Sandfield Macdonald-Dorion. Le 30 mars 1864, le gouvernement La-hé-Macdonald fut formé et Sir John prit le portefeuille de Procureur-Général. Il fut leader du parti ministériel dans l'Assemblée Législative depuis la formation du ministère jusqu'à l'union des provinces en 1867. À partir du mois de janvier jusqu'au mois de mai 1862 et depuis le mois d'août 1865 jusqu'à la confédération, il eut les deux portefeuilles de Ministre de la Milice et de Procureur-Général. À la mort de Sir E. P. Taché qui eut lieu en 1865, Sir John déclina l'offre qui lui fut faite de devenir premier-ministre et céda le pas à Sir Narcisse F. Belleau. A plusieurs reprises il fut chargé de missions importantes en Angleterre et en d'autres pays et en 1864 il fut nommé délégué à la conférence qui fut tenue à Charlottetown dans le but d'effectuer l'union des provinces maritimes. La même année il fut nommé délégué à la conférence qui eut lieu en vue d'en venir à une entente pour établir la confédération. En 1866, 1867, il présida la conférence Coloniale qui se tint à Londres lors de la passage devant le parlement impérial. L'acte connu maintenant sous le nom de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

En 1867, quant le nouveau régime vint en force, Sir John fut chargé du soin de former le premier gouvernement pour la nouvelle puissance; il fut nommé comme membre du Conseil Privé de Sa Majesté en Canada et nommé ministre de la Justice et Procureur-Général du Canada. En 1871 il fut nommé l'un des Commissaires et inspecteurs de Sa Majesté, conjointement avec le comte de Grey, marquis de Ripon, Sir Stafford Northcote, Sir Edward Thornton et le Très-Honorable Montague Bernard. En 1881, que cette commission devait travailler de concert avec les cinq commissaires des Etats-Unis afin de régler les réclamations provenant de l'Alabama, et diverses autres questions en litige entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Les résultats des travaux de ces commissaires fut le traité de Washington, signé à Washington, capitale de la République des Etats-Unis, le 8 août 1871.

En récompense de ses services à l'Etat, notre Gracieux Souverain daigna, en 1867 lui conférer le titre de Chevalier Commandeur du Bain. En janvier 1872, il fut créé Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique (d'Espagne). Dans le mois de juillet 1872, Sir John fut nommé par la Reine Victoria membre du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté.

Parmi les mesures importantes auxquelles le nom de Sir John est associé, nous croyons devoir mentionner celle qui suit :

La scolarisation des réserves du clergé, l'amélioration des lois sur la milice, les amendements à la loi relative à la juridiction et à la procédure des cours de justice; l'abolition de l'emprisonnement pour dette en certains cas; amendement de la loi concernant le jury; une loi améliorant les institutions municipales en Haut-Canada; la codification des statuts; l'extension du gouvernement municipal; la réorganisation de la milice, le règlement de la question du site de la capitale, l'établissement d'un système de communications directes par vapeur pour les mailles d'Europe, l'établissement de nouvelles pénitenciers, l'établissement de diverses et importantes institutions publiques, la réorganisation du service civil sur des bases permanentes, la construction du chemin de fer Intercolonial; l'élargissement des canaux; la ratification du traité de Washington; l'acte unissant sous un même gouvernement les possessions britanniques du Nord.

Comme on le sait, Sir John a été battu à Kingston, à la dernière élection, mais quelques jours après, il fut élu par acclamation par le comté de Marquette, Manitoba, et tout récemment la division électorale de la ville de Victoria, Colombie Britannique, pour son député. Depuis ces élections, il a opté en faveur de Victoria, et le comté de Marquette a été appelé à se choisir un nouveau député, la loi exigeant paraît-il, que les députés de Manitoba soient élus dans cette province.

D'un commerce facile et des plus agréables, le premier ministre de la Paissance plaît à tous ceux qui ont des relations avec lui. D'un caractère aimable, sa conversation offre beaucoup de plaisir. Malgré ses 65 années et neuf mois, étant né le 11 janvier 1815, Sir John a toujours le mot pour rire et une verve pleine d'entraînement.

Hon. S. L. TILLEY, C. B.
MINISTRE DES FINANCES.

M. Tilley descend d'une de ces familles royalistes qui, lors de la guerre d'indépendance des Etats-Unis prirent fait et cause pour l'Angleterre et qui préférèrent émigrer plutôt que de vivre sous le drapeau étoilé de la nouvelle république. Son grand père demeurait à Brooklyn, Etat de New-York, à la fin de la guerre, il vint s'établir dans la ville de St. Jean, N. B. à Gagetown, Comté de Queen, N. B. le 8 mai 1818. M. Tilley est dans sa soixante et unième année. Son père est Thomas M. Tilley, écrl., du Comté de Queen, N. B. Il fit ses études à la "County Grammar School".

Méti de bonne heure à la politique du Nouveau-Brunswick, à 36 ans M. Tilley, était fait ministre dans le mois de Novembre 1854, position qu'il conserva jusqu'en mai 1856. En juillet 1857 jusqu'au mois de mars 1858, il fit encore partie du gouvernement ainsi que depuis le mois d'avril 1866 jusqu'à la confédération. Pendant ces différentes périodes, M. Tilley a toujours occupé le portefeuille de Secrétaire-Provincial. Il a été pendant un grand nombre d'années le chef de son parti dans le Nouveau-Brunswick avant la confédération. Il a été à plusieurs reprises chargé de missions importantes auprès du gouvernement impérial, entre autres celles relatives à l'union des provinces et à la construction du chemin de fer Intercolonial. Il a eu aussi à remplir plusieurs missions pour les provinces sœurs et en 1864, il était délégué à la conférence de Charlottetown en vue de la confédération et à la conférence de Québec tenue la même année. Il a aussi été délégué à la conférence coloniale de Londres par laquelle l'acte d'Union des possessions britanniques de l'Amérique du Nord a été complété.

Pour reconnaître les services publics qu'il avait rendus, il fut créé en 1867, Compagnon du Bain par Sa Majesté la Reine Victoria.

Le 1er juillet 1869, il fut assermenté comme ministre du Comté d'York et eut le portefeuille de ministre des domaines qu'il retint jusqu'au 22 février 1873, alors il fut nommé ministre des finances. Du mois de novembre 1869 au mois d'avril 1869, il agit comme ministre des travaux publics. M. Tilley fut élu pour la première fois en juin 1854 par la ville de St. Jean, N. B. Il fut député de cette ville jusqu'au mois de juin 1856, lorsque le gouvernement fut battu sur la question de la loi de la prohibition des liquors fortes et qu'il résigna. Du mois de juin 1857 au mois de mars 1863 et depuis 1866 jusqu'à la confédération, il représenta St. Jean. En 1865, son cabinet fut défilé sur la question d'union des provinces. Il résigna comme ministre du Nouveau Brunswick pour accepter un siège dans le ministère fédéral. La loi prohibitive des liquors entravants a été faite par M. Tilley lorsqu'il n'était que simple député. Parmi les mesures importantes passées par les gouvernements dont il faisait partie, il y a celles relatives au vote de scrutin et l'extension de la franchise électorale, un acte autorisant la construction du chemin dit "The European and North American Railway" et un acte autorisant la construction de l'Intercolonial dans le Nouveau Brunswick.

Nommé lieutenant-gouverneur de sa province, quelques jours avant la chute du cabinet Macdonald-Langvin, en 1873, M. Tilley a rempli cette haute fonction avec une grande sagesse et une parfaite impartialité. Il y a quelques mois, le ministre McKenna lui offrait de le nommer de nouveau au poste qu'il occupait, mais M. Tilley refusa l'offre qui lui était faite pour se porter candidat et rentrer dans la politique active. Ces actes de patriotisme et de dévouement aux intérêts du peuple est digne des plus grands éloges. Aussi, le 17 septembre, la ville de St. Jean, son ancienne division électorale, l'accablait comme son représentant à la Chambre des Communes, en dépit des efforts puissants et nombreux faits par le parti libéral pour l'écarcer.

Hon. CHARLES TUPPER, C. B.
M. D. L. R. C. S.—MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Comme son distingué collègue des provinces maritimes, le ministre des travaux publics descend d'une de ces familles qui abandonnèrent les Etats-Unis lors de la fin de la guerre d'indépendance et qui restèrent fidèles à l'Angleterre. La famille de M. Tupper, est originaire de l'Electoral de Hesse, Cassel, qui fait aujourd'hui partie de l'empire Allemand. Elle habita d'abord Gernsey, le anglaise située dans la Manche, puis de la Virginie dans l'état de Virginie, Etats-Unis. Après la proclamation de l'indépendance. Elle vint s'établir à la Nouvelle-Ecosse, elle a des liens de parenté avec Sir Isaac Brock, C. B., le héros de Queenston.

Fils du Révd. Charles Tupper, D. D. d'Aylesford, N. E. L'hon. M. Tupper est né à Amherst, le 2 juillet 1821. Il est donc dans sa 58e année. Il fit ses études à Horton, Nouvelle-Ecosse. En 1846, il fut admis à la pratique comme médecin à Edinburg, et obtint un diplôme du Collège Royal des chirurgiens de la même ville. Pendant trois années de 1847 à 1850, il présida l'Association Médicale du Canada.

A trente-six ans, en 1857, il entra dans le cabinet de la Nouvelle-Ecosse, et il n'en sortit qu'en 1860. De 1863 au 30 juin 1867 il faisait partie du ministère. Depuis 1864 jusqu'à la mise en force de l'acte de la confédération, il fut premier ministre. En 1858 et 1861, il fut délégué en Angleterre pour affaires publiques par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, et en 1865 le gouvernement du Canada le chargea d'une mission en Angleterre. A la conférence de Charlottetown en 1864, M. Tupper était le leader de la délégation nio-écossaise; il occupa la même position à la conférence de Québec et celle de Londres en 1866-67. En 1867, Notre Gracieux Souverain le récompensa de ses services en lui conférant le titre de C. B. Il est auteur d'une lettre au très-honorable comte de Carnarvon sur la question de l'union. (Londres, 1866).

En 1867 il refusa d'accepter un portefeuille dans la nouvelle administration formée par Sir John; en 1868, il était président du bureau du chemin de fer Intercolonial; en juin 1873 il fut assermenté comme membre du conseil privé et fut président de ce bureau jusqu'au 1er juillet 1875, alors il abandonna ce poste pour prendre le portefeuille de ministre du Revenu de l'Intérieur qu'il garda jusqu'au 22 février 1874, date à laquelle il accepta la direction du département des douanes. Le 5 novembre 1873, il résigna en même temps que ses collègues. M. Tupper représente le comté de Cumberland depuis 1858.

Le nom de l'hon. M. Tupper est intimement lié aux principales mesures qui ont été adoptées par la législature de la Nouvelle-Ecosse et il a pris une part très active aux grands événements politiques qui ont signalé les vingt dernières années.

Hon. JAMES MACDONALD, C. R.—MINISTRE DE LA JUSTICE.

La famille de M. Macdonald est originaire de l'Ecosse. Il y a près d'un siècle, elle émigra à la Nouvelle-Ecosse et se fit à Pictou.

Le ministre de la justice est né à East River, Pictou, le premier juillet 1828, et fit ses études à New Glasgow, N. E.

Admis au barreau de la Nouvelle-Ecosse en 1851, en 1857 il fut conseiller de la Reine. Depuis le mois de juin 1863, jusqu'au mois de décembre 1864, il occupa le poste de principal commissaire pour les chemins de fer de la Nouvelle-Ecosse. En 1864, il accepta le portefeuille de secrétaire des finances dans l'administration conduite par l'hon. M. Tupper. Quand, en 1865-66, la Nouvelle-Ecosse chercha à ouvrir des relations commerciales avec les Indes Occidentales, le Mexique, le Brésil et les autres possessions britanniques de l'Amérique du Nord, M. Macdonald fut choisi comme l'un des commissaires. En 1859, il fut élu, pour la première fois, député de Pictou pour l'Assemblée Législative de la Nouvelle-Ecosse. Il fut réélu jusqu'à la Confédération.

son et de 1871 à 1872, lorsqu'il donna sa démission. En 1872 il fut élu pour la Chambre des Communes et défait en 1874. Le 17 septembre il a remporté une brillante victoire.

Hon. HECTOR L. LANGEVIN,
C. B. C. R.—MAÎTRE GÉNÉRAL DES
POSTES.

Parmi nos hommes politiques, personne plus que l'hon. M. Langevin n'a été l'objet d'autant d'injures et d'attaques malicieuses et déloyales de la part des adversaires. Calomnies, mensonges, fausses représentations, rien n'a été épargné pour le perdre dans l'opinion publique. Nous sommes heureux de constater que ceux qui faisaient le métier infâme de destructeur n'ont pas réussi dans leur œuvre et qu'aujourd'hui M. Langevin n'en peut pas moins de l'estime et du respect publics. Le Maître Général des Postes est fils de Jean Langevin, écuyer, ex-assistant secrétaire civil sous le comte de Gofford et Lord Sydenham pendant les années où ils ont occupé le poste de Gouverneur Général. Il est frère de Sa Grandeur Mgr. Langevin, évêque de St. Germain de Rimouski. L'hon. M. Langevin est né à Québec, le 23 août 1823. Il fait ses études au Séminaire de Québec. En 1839, il épousa Mlle Tétu, l'une des filles de feu le lieutenant colonel Charles H. Tétu, J. P. M. Langevin se livra à l'étude du droit sous la direction de l'hon. A. N. Morin puis de Sir George E. Cartier et dans le mois d'octobre 1850, il fut admis au barreau. Le 30 mars 1864, il fut nommé Conseiller de la Reine. Le Maître Général des Postes s'est pendant plusieurs années livré à des travaux littéraires, comme rédacteur des *Mélanges Religieux* publiés à Montréal, de 1844 à 1849, et aussi du *Journal Agriculaire* et en 1857 du *Courrier du Canada*. Pendant plusieurs années il fut conseiller de ville de Québec et présida le comité de l'aqueduc. D'abord Secrétaire-Tresorier, il fut élu ensuite vice-président du chemin de fer de la rive Nord.

Maître de Québec depuis 1858 à 1861, M. Langevin contribua largement par son énergie et son activité à la belle démonstration que la ville de Québec donna à l'occasion de l'arrivée du Prince de Galles.

On se rappelle encore la belle réception qui fut faite à l'héritier de la couronne et les fêtes splendides qui s'y suivirent de Champlain down pour commémorer cet événement. Pendant qu'il occupait le fauteuil présidentiel du conseil de ville, M. Langevin alla en Angleterre pour affaire se rapportant aux finances de notre ville. En 1857, il fut élu par le comté de Dorchester, qu'il n'a pas cessé de représenter jusqu'en 1874, où il se retira. Il a aussi représenté le comté de Dorchester dans le parlement local depuis 1867 jusqu'à 1871. Aux élections générales de cette année il fut élu unanimement député au local par Québec-Centre. Dans le mois de janvier 1874 il résigna ce siège pour se retirer complètement dans la vie privée qu'il abandonna en janvier 1876 pour accepter la candidature dans le comté de Charlevoix où il fut élu. La cour ayant déclaré le siège vacant, il se présenta de nouveau à Charlevoix où il fut réélu en avril 1877.

Quelques années après son entrée au parlement M. Langevin fut appelé à former partie de l'administration. Nommé Solliciteur Général pour le Bas-Canada, il occupa ce poste depuis son entrée dans le cabinet, le 30 mars 1864 jusqu'au mois de novembre 1865, lorsqu'il devint Maître Général des Postes, position qu'il ne cessa d'occuper jusqu'à la confédération. Le premier juillet 1867, il fut assermenté comme ministre du Conseil Privé et nommé Secrétaire d'Etat. Le 8 décembre 1869, l'abandonna ce portefeuille pour accepter celui des travaux publics qu'il a gardé jusqu'à la chute du gouvernement en novembre 1873. Pendant qu'il a été Secrétaire d'Etat, M. Langevin était aussi *ex-officio*, Registrare général du Canada, et Surintendant Général des Affaires Indiennes ainsi que président du comité des chemins de fer du Conseil Privé.

En 1868, notre Gracieuse Souveraine lui donna le titre de Compagnon du Très-Honorable Ordre du Bain et en 1870, la Cour de Rome le érigea Chevalier commandeur de l'Ordre de St-Grégoire le Grand. Il assista comme délégué à la conférence de Charlottetown de 1864, en vue de préparer les bases de l'acte de la Confédération. Il prit aussi part comme délégué aux travaux de la conférence qui, en 1864, siégea à Québec dans une même but et à celle de Londres en 1866 et 1867, qui avait pour mission de compléter les arrangements définitifs pour l'établissement d'un régime actuel.

En 1871, sur le désir du Conseil Privé il visita officiellement la Colombie Anglaise afin de bien connaître les intérêts de cette nouvelle province en rapport avec le chemin de fer du Pacifique et le terminus occidental de cette voie ferrée. Ce voyage avait aussi pour but d'étudier les besoins de cette province et d'assurer par des observations personnelles et faites sur les lieux, quels étaient les travaux publics indispensables pour la prospérité de cette partie du pays.

Lorsque la milice empêcha Sir George E. Cartier d'assister à la session en 1875, l'hon. M. Langevin assumait temporairement la direction du parti conservateur de la province de Québec. A la mort du regretté Sir George, les députés conservateurs de cette province choisirent M. Langevin comme leur chef.

Hon. L. F. R. MASSON.—MINISTRE DE LA MILICE.

Le nouveau ministre de la milice est le quatrième fils de feu l'hon. Joseph Masson, et il est le frère de l'hon. Edouard Masson. Il est né à Terrebonne le 7 novembre 1833. M. Masson accomplit de donc le 7 novembre prochain sa quarante-cinquième année. Il étudia à Joliette. Admis au barreau du Bas-Canada en 1857, il a été nommé Conseiller de la Reine en 1873. En 1867, M. Baby se porta candidat aux études classiques au Collège de Saint-Jas fut pas heureux. En 1872, il fut élu par le mois de novembre 1859. M. Masson a acclamé et réélu en 1874 et aux dernières depuis bon nombre d'années une nière élection.

part active à l'organisation et au maintien de notre milice volontaire. Dans le mois d'octobre 1862, il fut fait officier dans la milice et l'année suivante 1863, le 21 août, il fut promu au grade de Major de Brigade du huitième district militaire. Il occupa cette position jusqu'à sa résignation au mois de janvier 1868.

Quand les ennemis firent, en mars 1866, leur incursion, M. Masson fut de service sur les frontières. Lors de la deuxième incursion qui eut lieu la même année, il a été encore de service actif. En 1867, il fut promu au grade actif. En 1867, il est maintenant en retraite avec le grade lieutenant-colonel.

En 1874, il fut élu maire de la ville de Terrebonne. En 1867, M. Masson fut élu par acclamation pour le comté de Terrebonne. Réélu à l'unanimité en 1872 et en 1874, le ministre de la milice a battu son adversaire le 17 septembre dernier par une majorité d'un demi de 1000 voix.

M. Masson a pris une part active aux débats qui ont eu lieu dans le dernier parlement.

Hon. L. F. G. BABY, C. R.—MINISTRE DU REVENU DE L'INTERIEUR.

M. Baby appartient à l'une des plus anciennes familles de cette province. Son aïeul, M. Jacques Baby de Rivarville, officier dans le fameux régiment de Carignan-Salaberry, vint au Canada, en 1662, où il s'établit. L'hon. ministre du Revenu de l'Intérieur est le fils de feu Joseph Baby, écuyer, notaire. Plusieurs des parents de M. Baby ont occupé de hautes positions, entre autres les hon. Louis Guy et François Baby, conseillers législatifs. L'hon. François Baby a été aussi adjoint de la milice pour la province de Québec.

Né à Montréal, le 26 août 1834 M. Baby fit ses études au collège St. Sulpice, Montréal, et au collège de Joliette. Admis au barreau du Bas-Canada en 1857, il a été nommé Conseiller de la Reine en 1873.

En 1867, M. Baby se porta candidat pour le comté de Joliette, mais ne fut pas heureux. En 1872, il fut élu par le mois de novembre 1859. M. Masson a acclamé et réélu en 1874 et aux dernières depuis bon nombre d'années une nière élection.

Hon. JOHN POPE.—MINISTRE DE L'AGRICULTURE.

Est né dans les Cantons de l'Est. M. Pope est président du chemin de fer Saguenay, Migué, et International, de la société de colonisation de Compton, et est l'un des directeurs de la Banque des Cantons de l'Est. M. Pope incursion qui eut lieu la même année, il a été longtemps dans la milice active et fit encore du service actif. En 1867, il est maintenant en retraite avec le grade de major. Le 25 novembre 1871, il accepta

le portefeuille de ministre de l'Agriculture qu'il garda jusqu'à la chute de l'administration en 1873. En 1857 le comté de Compton élit M. Pope et depuis il n'a cessé de le représenter. A la dernière élection, on lui fut opposé et l'adversaire fut battu par une majorité de plusieurs centaines de voix.

Honorable M. MACKENZIE BOWELL.—MINISTRE DES DOUANES.

M. Bowell est né à Rickingham, Suffolk, Angleterre, le 27 décembre 1823. En 1833, il émigra au Canada avec sa famille. Il occupa plusieurs postes de confiance dans différentes associations industrielles et manufacturières. M. Bowell a été journaliste pendant de longues années et propriétaire de l'*Intelligencer* de Belleville. En 1867, il fut élu député du comté de Hastings-Nord et n'a pas cessé depuis de représenter cette division électorale.

Hon. J. C. AIKINS.—SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

M. Aikins est d'origine irlandaise. Il est né dans le comté de Peel, Ontario, en 1823. Il fit ses études à l'Université du collège Victoria, Oshawa. Il est major du 36^e bataillon de milice de Peel.

Le secrétaire d'Etat siègea dans la Chambre d'Assemblée du Canada sous l'union depuis 1854 jusqu'à 1861, où il perdit son élection. Elu conseiller législatif en 1862 pour la division Home, il garda son siège jusqu'à la confédération. En mai 1867, il fut appelé au sénat par proclamation royale. Le 9 décembre 1869, il fut assermenté comme membre du Conseil Privé et prit le portefeuille de Secrétaire d'Etat. M. Aikins organisa le bureau des terres de la Puissance. Il forma partie du ministère jusqu'à la résignation de l'administration Macdonald en 1873.

Hon. JOHN O'CONNOR, C. R.
—PRÉSIDENT DU CONSEIL.

M. O'Connor est d'origine irlandaise. Sa famille vient de Kerry, Irlande. En 1823 elle émigra aux Etats-Unis et vint se fixer à Boston. Le président du Conseil

est né à Boston, dans le mois de janvier 1824. En 1828, sa famille vint au Canada et s'établit à Essex, Ontario. En 1834, M. O'Connor était admis au barreau et en 1872 il était fait Conseiller de la Reine. Il appartenait aussi au barreau de l'Etat du Michigan. Pendant trois années consécutives, il fut élu à l'unanimité, préfet du comté d'Essex et pendant douze ans il fut choisi comme président du Bureau d'Education de la ville de Windsor. Il est l'auteur des "Lettres adressées au Gouverneur Général sur le sujet du Féminisme."

En 1851, M. O'Connor sollicita pour la première fois les suffrages des électeurs d'Essex mais fut défait. En 1853, après avoir, sur contestation, fait perdre le siège au membre siégeant (M. Arthur Macdonald), il réussit à être élu. Quelques mois après son élection, il y eut dissolution des Chambres et M. O'Connor ne put se faire élire. Lors des élections générales de 1867 il se présenta de nouveau et triompha ainsi qu'en 1872, mais en 1874 il succomba. Le 17 septembre dernier M. O'Connor a été élu pour le comté de Russell. Du 2 juillet 1872 au 4 mars 1873, il fut président du Conseil et du 4 mars 1873 jusqu'au 5 novembre 1873, il dirigea le département du Revenu de l'Intérieur.

Hon. ALEXANDRE CAMPBELL, C. R.—RECEVEUR GÉNÉRAL.

Est le fils de feu James Campbell, écrivain, ci-devant de Helon, comté d'York, Angleterre. M. Campbell est né dans la division est de ce collège électoral, en 1822. Sa famille, pendant qu'il était encore en très bas âge, émigra au Canada. Il commença ses études à Lachine, puis les continua au collège de St. Hyacinthe et les termina à Kingston. Admis au barreau du Haut-Canada en 1843, il fut fait Conseiller de la Reine en 1850. M. Campbell est un avocat très distingué et occupe une position des plus éminentes dans le barreau d'Ontario. Il est président de plusieurs institutions financières et a été président de la Banque Royale Canadienne.

En 1858, il fut élu conseiller législatif pour la division de Cataragui et représenta cette division jusqu'à 1867, et pendant quelques mois il a présidé le

conseil législatif du Canada sous l'union. A partir du mois de mars 1864 jusqu'à la confédération, il fut commissaire des terres de la couronne. Il a siégé à la conférence de Québec, lors de l'union, et en 1867, il fut nommé sénateur. Du 1 juillet 1867 au 1 juillet 1873 il fut major-général des Postes. De cette dernière charge jusqu'à la chute du cabinet, il occupa le poste de ministre de l'Intérieur. De 1867 à 1873, M. Campbell était chef du parti ministériel dans le sénat et pendant les dernières cinq années, chef de l'opposition. Dans le commencement de 1870, il se rendit en mission officielle en Angleterre et dans le mois de juin de la même année il alla à Londres faire des représentations auprès du gouvernement impérial sur le sujet des incursions des Indiens et sur la nécessité de maintenir en ce pays une force armée régulière.

Hon. J. C. POPE.—MINISTRE DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES.

M. Pope est né à Bedouque, Ile du Prince Edouard en 1827. Elu au parlement local en 1857 il n'a pas cessé jusqu'en 1876, de faire partie de la législature, à l'exception de quelques mois en 1873, pendant lesquels il siégea à la Chambre des Communes. En 1869, il entra dans le ministère de l'Ile du Prince Edouard et en 1873, il fut chargé du soin de former une administration, ce qu'il fit avec succès. A son gouvernement est dû la construction du chemin de fer de l'Ile du Prince Edouard et les "better terms" obtenus par cette province lors de son entrée dans la Confédération. En 1876, lorsque l'Hon. M. Laird, résigna son siège pour accepter le poste de lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest, M. Pope se fit élire à une grande majorité. Aux dernières élections son adversaire a été battu par une majorité de 1000 voix environ.

G. ALPHONSE DESJARDINS

Index

des

Débats de la session de la Législature
de
Québec
de

1878.

A

Adresse en réponse au discours du trône: Amendement
de non confiance dans le cabinet sur le corps de
du 2 mars 1878. M. M. Gagnon pages 30, 31, Nelson
5, Chapsleau 5, 12, 22, Church 7, 17,
Joly 7, 12, Thériault 7, Lorrain 8, 25, 167,
M. Shaw 8, L. Gauthier 8, Tarte 8, 25,
Hym 9, Racicot 9, Marchand 9, Laberge
Ross 9, Lafontaine 9, Blair 9, Hurler 9, 24,
Gagnon 9, Lafontaine 10, Brownieau 10, Ché-
guyer 10, Champsagne 10, Thériault 18,
Deschamps 19, Gauthier 22, Duckett 22, Beaulieu
22, LePacaud 23, 28, Irvine 25, Roberts
25, Lailon 25.

Adresse à Lord Dufferin: M. M. Joly pages 33, Ché-
pleau, 35, Ross 37, Church 37.

B

Budget - export. M. M. Bachand pages 34, Church
37, 48, 49, Joly 55, 78, 79, Mathieu
55, Tarte 55, Lorrain 73, Chapsleau 73, 80,
Nelson 78, Robertson 78.

Discussion des articles: M. M. Deschamps 93, Joly
93, 96, Lorrain 93, Chapsleau 93, 95, 96
97, Beaulieu 98, Tarte 98, Lailon 98,
Amendement de M. Thériault sur les dépenses de
Spencer Wood et la mise en vente de cette
propriété: M. M. Thériault pages 100, Lorrain
112, Bachand 112, Chapsleau 112, Marchand
112, Champsagne 113, LeGauthier 113, Lailon
114,
Résolution concernant le paiement des arriérés
M. M. Bachand 114, Joly 114, Church 115,
Champsagne 115, Irvine 120, Chapsleau 120
Lailon 121, Tarte 121, Lorrain 123,
Amendement de M. Chapsleau sur la situation
parlementaire du cabinet: M. M. Chapsleau,

Joly 164. Président: L'opposition sort de la
salle des délibérations: M^{rs}: Chapelleau 165;
166. Lorange 165.

6

Le chemin de fer du Nord: M^{rs}: Joly pages 99. Chapelleau 99.
Church 100. Laillon 100. Beauchemin 101. Laillon
101.

"Le Canadien": M^{rs}: Langelier se plaint d'un article du
M^{rs}: Laillon page 107. Mathieu 107. Le Président
108. Joly 108.

Conseil législatif: loi pour abolir le M^{rs}: Marchand.
pages 131. Chapelleau 132. 133. 145.
Joly 140. Robertson 140. Church 141.
Russett 143. Lynch 143. Sawyer 143.

Cabinet fédéral de 1878. biographie des membres du-
page 184.

7

Fonds des chemins de fer - loi concernant le: M^{rs}:
Church pages 146. Joly 154. Chapelleau 154.

J

Inspecteurs d'école - Proposition: M^{rs}: Chapelleau
pages 83. Marchand 83. Laillon 84. Lorange
84.

L

Licence - loi concernant les: M^{rs}: Laillon pages 136.
Joly 131. Marchand 131. Laillon 131.

M

Magistrats de district: loi pour abolir les: M^{rs}:
Chapelleau pages 123, 126. Poir 123,
Church 124. 129. Laillon 125. Mathieu
126. Marchand 126. Poir 126. Russett
126. L. Langelier 127. Lynch 127. Lynch
128. Dubanel 128. Robertson 128.
Joly 129. Serguin 129. Lalonde 129.

6

ouverture de la session, page 3.

T

Président - élection du: M^{rs}: Joly pages 1. Chapelleau.
1. Turcotte 2. Laillon 3.

Procès en public - jugés de loi: - M. M. Saurer
page 106, M. S. Hane 106; Taillon 106, 109.
Linné 106, 109. Rancist 108, Lorange 108.

Pétition au sujet de l'indemnité des députés et des salaires
du Président: déposée par M. Chapelleau page
108.

S

Springli. procès de M. - M. M. Erwin page 106
Chunck 106.

T

Liv. Rivier - pétition des électeurs de: M. M. :
Joly pages 103, Lescarlier 103,
Langelet 103, Lorange 103, Longlet
103, Taillon 103, Chapelleau 104.

V

Volontaires pour réprimer les troubles des quêtes
à Zurich: M. M. Chapelleau page 93,
Joly 92.



